



Digest de l'ACI N° 53

Numéro 53

Décembre 2006

Sommaire

- *Message du Rédacteur* 2
- *Voeux du nouvel an* 2
- *Message du* 3
- *Réunion du CA de l'ACI* 4
- *Lancement du Global 300* 5
- *International* 6
- *Assemblée Régionale Europe* 7
- *Secteurs* 8
- *Changement* 10
- *Micro assur-* 15
- *Les Membres* 16
- *La Recherche* 18
- *Asie-Pacifique* 20
- *Les Amériques* 22
- *Publications* 23
- *Interview* 24
- *Calendrier* 28

Rédacteur:

Garry Cronan
cronan@ica.coop

Rédactrices adjointes:

Suzanne Henderson
Melina Morrison

www.ica.coop

Meilleurs Voeux pour 2007 de la part de l'ACI



Numéro Spécial Vacances !

Ce mois, nous publions des articles spéciaux sur :

- Le lancement du Global 300
- La micro assurance
- *Cooperatives Europe*
- Nouvelles publications coopératives
- Coopératives et changement climatique

Message du Rédacteur



Garry Cronan
Rédacteur

Bienvenue au cinquante troisième numéro du **Digest** de l'ACI.

Pour beaucoup de personnes, cette période de l'année marque le début de la période des fêtes de Noël/fin d'année. Je voudrais saisir cette opportunité pour présenter à tous nos lecteurs mes meilleurs vœux pour 2007.

Ce mois-ci, nous mettons l'accent sur le changement climatique. Comment les coopératives réagissent-elles ? L'exemple du mouvement coopératif du RU qui a embrassé le *Défi du Carbone* servira de modèle, j'en suis sûr, à beaucoup de coopérateurs à travers le monde.

Nous avons également des articles sur le rôle de la micro-assurance dans la contribution à la réduction de la pauvreté.

Les régions de l'ACI ont été très actives au cours des deux derniers mois. Nous parlons des

activités menées dans les Amériques, en Asie-Pacifique et en Europe.

Pour ce qui concerne l'Europe, la dernière Assemblée Régionale revêt une importance particulière. Les délégués ont unanimement adopté la nouvelle structure juridique et de représentation, *Cooperatives Europe*, qui deviendra la partie européenne de l'ACI.

Le nombre des membres de l'ACI continue de croître – nous comptons désormais 230 membres provenant de 92 pays. Les trois derniers nouveaux membres figurent dans ce numéro.

L'une des recommandations clés du *Groupe de Travail sur la Gouvernance de l'ACI* portait sur la nécessité d'introduire urgemment un cadre plus stratégique et de fixer une orientation stratégique claire. Comme nous l'écrivions, d'énormes progrès ont été réalisés dans ce sens. La der-

nière rencontre du CA à Trento, en Italie a davantage consolidé ces acquis.

Le rôle et la contribution des jeunes sont mis en exergue dans notre entretien de ce mois avec le représentant des jeunes siégeant au CA de l'ACI-

Pour finir, nous parlons du lancement très réussi du projet **Global 300** de l'ACI qui a eu lieu à Lyon, en France en octobre dernier. Comme il est écrit quelque part dans ce numéro, le projet **Global 300** est, à plusieurs égards, un symbole de l'orientation de la « nouvelle ACI ».

Comme d'habitude, vos commentaires ou contributions au Digest sont les bienvenus.

A nous revoir l'année prochaine.

Garry Cronan

Meilleurs Voeux du Président de l'ACI, Ivano Barberini



Ivano Barberini

2006 était pleine d'importantes manifestations pour le mouvement coopératif à tous les niveaux. Les Assemblées Régionales de l'ACI ont généré de précieuses suggestions et décisions pour l'avenir de notre organisation.

Au nom du CA de l'ACI, je voudrais exprimer ma satisfaction et ma chaleureuse gratitude à vous tous, pour votre participation active.

Le sens même de la coopération est de travailler ensemble. Cela renforce le sens de l'appartenance, l'éthique de la responsabilité et le développement de la démocratie ; enfin, cela place l'individu au centre de l'action coopérative. Ces valeurs qualifient les coopératives comme étant la meilleure forme d'entreprise pour gérer la complexité et trouver des solutions aux problèmes de notre temps.

2006 nous laisse un lourd tribut, plusieurs conflits armés non résolus, empirant potentiellement, dans plusieurs parties du monde. La coopération s'est toujours engagée à construire les conditions d'une paix stable et durable à travers la création d'emplois décents, le partenariat entre le nord et le sud basé sur des principes d'équité, de solidarité, d'autodétermination et d'égalité.

Je suis sûr que nous poursuivrons notre engagement à continuer et renforcer cette action tout au long de 2007.

Veillez accepter mes vœux les meilleurs pour la nouvelle année. Qu'elle soit une année de prospérité, de paix, et de progrès économique et social.

Le lancement du Global 300 donne le signal de la nouvelle orientation de l'ACI

Message du

Le dernier **Digest** est paru au moment du lancement du projet **Global 300**. Je pense réellement qu'il s'agit d'un tournant décisif dans les activités de l'ACI.

Nous sommes en train d'analyser nos activités et résultats par rapport au temps investi, et il est clair que beaucoup de notre temps va dans les tâches administratives courantes liées en principe à la gestion d'une organisation à base de membres. Toutefois, il est difficile d'impressionner nos membres avec un tel travail quelque ce soit son indispensabilité, et il est clair que les membres attendent désormais quelque chose de plus matériel en contrepartie de leur cotisation de membre. En tant qu'activiste coopératif de la vieille garde, je pense que les organisations voudraient adhérer à l'ACI sur la base de la solidarité avec d'autres organi-

unique d'objectifs sociaux avec des réussites commerciales et de donner aux membres les outils pour réussir les deux. Je pense que le **projet 300** se rapproche de cet objectif.

Si Le Figaro peut consacrer deux pages au lancement du projet 300, cela signifie que nous commençons à faire la différence ! Et c'est ce qui est arrivé, en plus de la couverture de plusieurs autres journaux nationaux. Nous devons nous atteler à la question du profil, et c'est en fait tout le sens du **300**, du point de vue de ceux que nous essayons d'impressionner. De mon point de vue, il s'agit d'organisations internationales telles que la Banque Mondiale, l'OMC, le FMI, etc. et les gouvernements nationaux dont les points de vue influencent les entreprises dans leurs pays. Nulle part dans le monde, il n'est encore accepté que l'entreprise coopérative est une alternative de business qui porte fruits – mais le **projet 300** mon-

une conférence très réussie à Manchester où ils ont reçu un soutien unanime pour l'initiative de mise en place de Cooperatives Europe, et pour agir en tant que représentation de l'ACI pour la région Europe. Bien qu'il y ait eut des négociations difficiles, j'accueille cette évolution qui je le crois, ira de l'avant dans l'amélioration de l'image de l'entreprise coopérative dans l'Union Européenne. Cela est en harmonie parfaite avec le **projet 300** qui est lui-même dominé par les coopératives européennes, et les deux présentent une nouvelle orientation progressive vers la coopération internationale.

Iain Macdonald



Iain Macdonald
Directeur-Général

« Le lancement du projet **Global 300** est une sorte de tournant décisif pour l'ACI... »

Iain Macdonald



Iain Macdonald faisant la synthèse lors du séminaire du **Global 300** à Lyon, France en octobre dernier

sations coopératives, et pour promouvoir la richesse commune aux coopératives ! Toutefois, je sais qu'il s'agit d'un argument qui ne passe pas toujours auprès des Directeurs Exécutifs dont la préoccupation quotidienne est d'être compétitif sur le marché par rapport à d'autres entreprises qui n'ont rien à voir avec les valeurs et principes coopératifs. Ce que nous devons donc faire est de rechercher une combinaison

tre tout à fait clairement que l'entreprise coopérative équivaut à la 10^{ème} économie du monde. Nous représentons une majeure partie de l'économie mondiale, mais c'est seulement quand les puissances accepteront cela que nous serons pris au sérieux. Je pense que nous allons y parvenir, restons donc aux aguets, puisque nous venons à peine de commencer !

Cooperatives Europe a tenu

Vous pouvez lire tous les articles du Directeur Général de 2006 en allant à www.ica.coop/directorpage/index.html

Assemblée Générale 2007

Réunion du CA à Trento, Italie, 7-8 Décembre 2006

La principale préoccupation des membres du CA avant cette réunion était d'anticiper les problèmes de route liés aux condi-



Le Président de l'ACI Ivano Barberini en discussion avec la Vice-Présidente de l'ACI Europe Pauline Green pendant une pause lors de la dernière réunion du CA à Trento

tions d'hiver très dures au nord de l'Italie ! En fait, je pense que la plupart de nos collègues, surtout ceux venant d'autres continents étaient un peu déçus de voir qu'il n'y avait pas de neige ni en ville, ni même dans les montagnes ! On accuse le réchauffement climatique pour de tels phénomènes mais comme d'habitude, notre réunion du CA a généré beaucoup de chaleur de son plein droit !

Tout comme à

Stockholm, la réunion a commencé par une session de planification stratégique dirigée par Jim Rennie du Cooperative College du RU. Le CA a désormais terminé son travail préliminaire et a demandé aux cadres d'habiller la charpente de leurs idées.

Ainsi, en début janvier, le personnel rencontrera Jim Rennie de nouveau pour faire avancer le processus en élaborant le tableau de bord du système d'évaluation. Tout cela fait partie du processus d'amélioration de la gouvernance de l'ACI qui va également inclure la formation des membres du CA, de nouveaux statuts et un code de meilleure pratique. Il revient au groupe de travail sur la structure présidé par Alban d'Amours d'absorber toutes les informations de ces initiatives et de proposer une structure adéquate pour leur mise en œuvre.

Il a fallu prendre des mesures radicales pour assurer la pérennisation de la région ACI-Afrique. En tout premier lieu, le CA a convenu qu'il était nécessaire d'entreprendre une chirurgie majeure afin de reconstruire une unité plus cohérente et plus efficiente.

Le CA a décidé de soutenir les recommandations du

Groupe de Travail sur les Normes Comptables Internationales et de travailler avec l'Association Européenne des Banques Coopératives et l'Association Nationale des Entreprises Coopératives des Etats-Unis pour entreprendre une approche conjointe auprès du Bureau des Normes Comptables Internationales en vue de leur rappeler la différence du mode de financement des organisations coopératives.

Et enfin mais pas des moindres, le CA a approuvé le programme de travail et le budget 2007. Ce programme cherche à renforcer les progrès réalisés en 2006 dans le sens de l'amélioration du profil de la coopération internationale. On anticipe des développements passionnants dans l'évolution du **projet 300** ; construction de nouveaux sites web ; poursuite de la campagne contre la pauvreté, réaffirmation de nos relations avec les Nations Unies et leurs Institutions, et poursuite du processus de décentralisation des régions.

Les éléments phare de 2007 seront bien sûr la tenue de l'Assemblée Régionale à Singapour en octobre dont le thème, « *Innovation dans l'Entreprise Coopérative* », attirera certainement une grande audience.

Révélation du logo de l'Assemblée Régionale de 2007

Le logo de l'Assemblée Générale de 2007 de Singapour a été révélé dernièrement. Il représente les couleurs de l'arc-en-ciel du logo de l'ACI, mais les présente d'une nouvelle façon plus intéressante.

Les préparations et la planification de l'Assemblée Générale ont pris de l'ampleur ces dernières semaines, avec des rencontres tenues à Singapour entre l'organisation hôte, la SNCF et le personnel du siège de l'ACI. Nous allons publier un article plus détaillé sur l'Assemblée Générale en début d'année prochaine.



Lancement Réussi du Global 300

Le classement du **Global 300** a été lancé lors du *Forum pour une globalisation responsable* à Lyon, en France, le 25 octobre 2006.

Un lancement médiatique du **Global 300** s'est tenu dans la matinée, et un séminaire **Global 300** a été organisé dans l'après-midi.

Les personnes suivantes ont participé au lancement médiatique – Ivano Barberini, Président de l'ACI; Hans Dahlberg, Président du Global 300 ; Jean-Louis Bancel, Vice - Président, Crédit Coopératif; Shaun Tarbuck,

Directeur Exécutif de l'ICMIF ; Bruno Lebuhotel, Président des Entreprises SCOP Rhône-Alpes et Garry Cronan, Directeur, **Global 300**.

En plus des intervenants cités ci-dessus, les personnes suivantes ont également participé au séminaire de l'après-midi, Iain Macdonald, Directeur Général de l'ACI; Nelson Kuria, Directeur Exécutif du CIC, Kenya et Javier Salaberria, Président du CECOPA. Gé-

rard Collomb, le Maire de Lyon a participé au Séminaire sur le **Global 300** et a fortement soutenu les



A partir de la gauche, Garry Cronan, Ivano Barberini, Hans Dahlberg, Jean-Louis Bancel, Bruno Lebuhotel et Shaun Tarbuck

coopératives et l'économie sociale dans son intervention.

Soutien massif et promotion du Global 300 par les coops

Plusieurs membres, régions, secteurs de l'ACI et d'autres postent le matériel du **Global 300** sur leurs sites web et l'insèrent dans leurs publications.

L'ACI Amériques est en

train d'organiser la traduction du matériel en espagnol pour diffusion dans leur région.

Les Ministres gouvernementaux en charge des coopératives dans leurs pays respectifs exploitent également les statistiques du **Global 3000** comme on l'avait espéré pour souligner l'import-

tance des coopératives – Ed Balls au RU et Lianne Dalziel en Nouvelle Zélande sont deux exemples récents.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Garry Cronan cronan@ica.coop

Le Global 300 équivaut à la dixième économie du monde

Le Développement du Global 300 est pour 2007

L'élaboration de plans détaillés du programme 2007 du **Global 300** est en cours de finalisation ; toutefois, à ce stade, nos activités comprendront les éléments suivants :

- Le lancement annuel du classement du **Global 300** 2007 – il a été proposé de faire coïncider le lancement annuel avec la Journée Internationale des Coopératives le premier samedi du mois de juillet. La liste du **Global 300** 2007 sera élargie afin de permettre une plus grande analyse financière détaillée et autres des 300 meilleures coopératives en plus de l'analyse d'autres coopératives dans les secteurs et pays sous-représentés dans le format actuel du **Global 300**.
- La tenue d'au moins un forum des Directeurs Exécutifs du **Global 300**, probablement autour du mois de juin ou juillet – cela entre dans une stratégie de création d'un réseau des Directeurs Exécutifs du **Global 300**.
- Le développement d'un programme coordonné de recherche **Global 300** avec des organisations et individus intéressés.
- L'analyse régulière (et la diffusion) de questions et tendances affectant les coopératives du **Global 300** au profit des Directeurs Exécutifs du **Global 300** et d'autres organisations intéressés de même qu'aux organisations membres de l'ACI.
- La création du Groupe de Données **Global 300** afin de contribuer à la mise en place de normes de collecte de données et de parvenir à des accords sur les définitions et une plus grande coordination des initiatives sur les données de par le monde.

Pour plus d'informations et si vous désirez vous impliquer dans une des ces activités, veuillez contacter le Directeur du **Global 300**, Garry Cronan cronan@ica.coop



Visiter le site web www.global300.coop/

International



Guy Ryder, le Secrétaire Générale de la CIS nouvellement élu

Formation d'un nouveau syndicat mondial

La Confédération Internationale des Syndicats (CIS) a été fondée à Vienne le 01 novembre 2006 par les syndicats affiliés à l'ancienne Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) désormais dissoute et la Confédération Mondiale du Travail (CMT) en plus d'un certain nombre d'organisations syndicales nationales.

La fédération de 307 unions membres provenant de 154 pays avec 168 millions de membres individuels a été

formée pour donner aux travailleurs du monde une voix plus forte afin de relever les défis de la mondialisation. Le Secrétaire Général nouvellement élu de la CIS, Guy Ryder a décrit son organisation comme étant « le syndicat international le plus représentatif, le plus unifié dans l'histoire de notre mouvement ».

L'ACI souhaite la bienvenue à cette nouvelle organisation. Elle a eu de liens forts avec la CISL tout au long de son histoire, et continuera de travailler avec la nouvelle

CMT sur les questions liées au rôle des syndicats dans la promotion des coopératives, en particulier dans le rôle de la formalisation des travailleurs du secteur informel. Les coopératives et les syndicats sont des partenaires clés du Programme du Bureau International du Travail, Syndicoop : organisons-nous pour lutter contre la pauvreté dans l'économie informelle ».

Les Coops au Forum des Nations Unies sur l'Éradication de la Pauvreté

Stefania Marcone, Directrice des Relations Internationales de Legacoop (Italie) et Présidente du Comité pour l'Égalité Genre de l'ACI a fait une présentation sur le thème de « La collaboration, du développement de partenariats » au Forum International des Nations Unies sur l'Éradication de la Pauvreté les 15-16 novembre. Sa présentation a mis en exergue le travail abattu par les coopératives dans la lutte contre la pauvreté.



Elle a été rejointe par Ladis Columba Komba, Secrétaire Permanent du Ministère du Travail, de l'Emploi et du Développement des Jeunes de la Tanzanie dans le plaidoyer pour la contribution des coopératives. Mr. Komba a relevé que : « Le développement des sociétés coopératives qui sont basées sur le renforcement des groupes et de leurs membres devrait être encouragé comme étant un moyen de ren-

forcement du dialogue, une source de facilités de crédit pour les zones rurales (Caisses d'Épargne et de Crédit), et un moyen d'assurer la disponibilité d'importants intrants agricoles et l'accès aux marchés ».

Le Bureau International du Travail (BIT) a réitéré son appui au développement des coopératives pendant la session sur : « la prise en compte systématique du travail décent dans les stratégies de réduction de la pauvreté ». Pour plus d'informations et pour avoir accès aux communications, visitez le site :

www.un.org/esa/socdev/poverty/PovertyForum/docs.html

Les personnalités



Ian Reid a pris sa retraite en tant que Directeur Exécutif

Mme Marcone s'est adressée à plus de 300 participants au Forum tenu au Siège des Na-

tions Unies à New York. Elle a présenté l'ACI, la Campagne Mondiale contre la Pauvreté de même que le travail de la Legacoop (Italie). Mme Marcone a mis l'accent sur ce que fait la Legacoop dans la promotion du Commerce International et dans l'appui au développement des coopératives pour la construction de la paix, la lutte contre le VIH/SIDA et l'appui au développement économique des femmes à travers le développement coopératif.

Nouveau leadership pour les coopératives de la Nouvelle Zélande

Il y a eu des changements récents dans le leadership de l'Association des Coopératives de la Nouvelle Zélande. Le Président de longue date du NZCA, Alex Wright et le Directeur Exécutif Ian Reid ont tous les deux pris leur retraite. Le nouveau Président se nomme Peter Macdougall et le nouveau Directeur Exécutif est Ramsey Margolis. Le récent classement du **Global 300** de l'ACI a révélé l'importance comparative des grandes coopératives dans l'économie de la Nouvelle Zélande, un fait qui a été relevé par le Ministre en charge des coopératives du pays. Vous pouvez avoir les dernières nouvelles sur les coopératives NZ en allant sur le site : www.nzco-ops.org.nz/new/homepage.htm

Une ère nouvelle pour les coopératives européennes

Les coopératives de l'Europe entière entrent résolument dans une nouvelle ère. *Cooperatives Europe* constitue désormais la région européenne de l'Alliance Coopérative Internationale. Du 9 au 11 novembre, 460 coopérateurs de 30 pays ont convergé vers la maison de la coopération – à Manchester au RU, pour adopter unanimement une nouvelle structure de représentation de l'organisation européenne, *Cooperatives Europe*.

Ayant donné son soutien total à la création d'une nouvelle structure juridique et de représentation de la région Européenne de l'ACI, une structure de représentation pour la formation du comité de consultation de l'UE et un nouveau conseil d'administration, la conférence a défini des objectifs stratégiques clés pour les quatre prochaines années. L'année à venir, 2007, verra la concentration sur le renforcement de la représentation du modèle coopératif et sa reconnaissance par les décideurs

politiques. Le système d'entreprise coopératif sera renforcé et l'image et la visibilité des coopératives promues tout en augmentant le sociétariat de *Cooperatives Europe* dans toute la région. »

La contribution positive du modèle d'entreprise coopératifs dans l'atteinte des objectifs de stabilité économique et de cohésion sociale a été reconnue par le Ministre du Trésor Britannique, Ed Balls, et le Commissaire Européen pour l'Emploi, les Affaires Sociales et l'Egalité des Chances, Vladimir Spidla.

Selon Rainer Schlüter, Directeur de *Cooperatives Europe*, il y a 267.000 entreprises coopératives en Europe, avec 5,4 millions d'employés et 163 millions de citoyens membres. « La plus grande organisation d'adhérents en Europe ».

La manifestation a servi de tremplin pour une nouvelle ère basée sur les forces et une plus grande visibilité des coopératives européennes. Des modèles

de meilleures pratiques de 26 organisations coopératives ont été présentés dans des ateliers qui portaient sur la gouvernance d'entreprise, l'habitat, l'amélioration de l'image – y compris le changement de marque de la 8^{ème} plus grande coopérative du monde, oeuvrant ensemble au delà des frontières nationales et créant des sociétés coopératives européennes. Les discours et les présentations se trouvent à www.coopseurope.coop ou r.collins@coopseurope.coop



Photo de gauche à droite : Maurice Benoish, Vice-président de l'ICFO, Ikuhiro Hattori, Vice-président de l'ICFO, Shoji Uemura, Président de l'ICFO, Maria Elena Chavez Hertig, Directrice Générale Adjointe de l'ACI, Wibisono Wiyono, Contrôleur de l'ICFO

Europe

ICFO se prononce sur la hausse du prix du pétrole et sur les questions de pérennisation

L'ICFO (International Cooperative Fisheries Organisation), l'organisation sectorielle de l'ACI s'est prononcée sur la question de la hausse du prix du pétrole et son impact sur les coopératives de pêche lors de la rencontre annuelle de Singapour tenue le 16 novembre 2006. La rencontre a été précédée d'une visite de terrain à l'Association Nationale des Pêcheurs de la Malaisie (NEKMAT).

Les organisations membres de l'ICFO ont à plusieurs reprises exprimé leurs préoccupations sur les problèmes environnementaux, de conservation des ressources et de la pérennisation des coopératives de pêcheries, et il s'agit là d'un domaine dans lequel les informations peuvent être partagées

non seulement entre les coopératives de pêche, mais également avec les coopératives des autres secteurs. Un rapport est en cours de préparation sur les différentes initiatives prises par les coopératives de pêche à travers le monde et sera distribué aux membres de l'ICFO et de l'ACI.

La réunion de l'ICFO a élu Ikuhiro Hattori, chef du Conseil de Politiques Globales sur les Pêcheries, un comité d'élaboration de politiques de pêche de haut niveau du conseil d'administration du JF ZENGYOREN comme l'un des quatre vice-présidents. M. Hattori rejoint Dr. Antal Csoma, de l'Association des Pêcheurs Hongrois, Maurice Benoish, de la Confédération de la Coopération de la Mutualité et du Crédit Mari-



times de France et Park Jong Sik de la Fédération Nationale des Coopératives de Pêcheries de la Corée.

Les organisations membres ont adopté trois résolutions portant sur le soutien à la hausse du prix du pétrole, la promotion des pêcheries côtières et la gestion des ressources de même que la promotion de la consommation du poisson.

Photo de gauche à droite : Maurice Benoish, Vice-président de l'ICFO, Ikuhiro Hattori, Vice-président de l'ICFO, Shoji Uemura, Président de l'ICFO, Maria Elena Chavez Hertig, Directrice Générale Adjointe de l'ACI, Wibisono Wiyono, Contrôleur de l'ICFO

Les Secteurs

Les Secteurs

Rencontre Générale de l'ICAO suivie de Séminaire



Certains des participants au séminaire de l'ICAO

La rencontre générale de l'ICAO, organisation sectorielle agricole de l'ACI, s'est tenue le 9 novembre dans la Salle Mitchell au New Century House à Manchester.

Vingt-deux représentants de huit organisations membres y ont participé. Quatre nouveaux vice-présidents ont été élus : Hiroshi Tsuchiya, directeur exécutif de JA-Zenchu du Japon, Joseph Mukasa de l'Alliance Coopérative d'Ouganda, Márcio Lopes de Freitas de l'OCB du Brésil, et Eugen

Tømte, directeur de Norsk Landbrukssamvirke (La Fédération Norvégienne des Coopératives Agricoles).

La prochaine rencontre générale de l'ICAO se tiendra à Singapour, le 17 octobre 2007.

L'ICAO a également organisé un séminaire sur : « *Les récentes évolutions dans les négociations de l'OMC/ADD* ». La suspension des négociations de l'Agenda de Développement de DOHA est considérée comme un recul pour les membres de l'OMC. L'incertitude demeure quant à la manière dont cette suspension influencera les tendances du commerce agricole international dans l'avenir au plan international.

Le séminaire a été organisé pour mettre en exergue les récentes évolutions dans les négociations agricoles, et pour discuter de ses impacts sur les ménages agricoles et les coopératives agricoles.

Une étude de cas a permis d'examiner la manière dont les agriculteurs dans les différents pays arrivent à s'en sortir en dépit des changements dans l'environnement agricole.

Pour plus d'informations: Jin Kook Kim
kim@ica.coop
 Voir www.agricoop.org/

Rencontre Générale du Secteur de la Santé et Séminaire de Mobilisation de Fonds

Le 09 novembre, le bureau de l'organisation sectorielle de la santé de l'ACI, l'IHCO a eu une rencontre et un séminaire sur : « la mobilisation de



Kathleen Speake du CCA Canadien, le Rédacteur de l'IHCO Peter Eneström et Noam Persk, spécialiste en mobilisation de fonds lors du séminaire sur la mobilisation des fonds

fonds pour des projets coopératifs ». Les représentants à cette rencontre venaient de Co-opératives UK, de l'Association Japonaise des Coopératives de Santé (JHCA), de la Federación Argentina de Entidades Solidarias de Salud (FAESS), de l'Office des Pharmacies Coopératives de Belgique (OPHACO), et de la

Fondation Espriu.

A la rencontre, Saludcoop, le chef de file des pourvoyeurs de services de santé colombiens, fut admis comme membre de l'IHCO. L'élaboration d'une enquête sur les coopératives de santé et de services sociaux a également été approuvée.

Le projet mettra à jour et consolidera le rapport intitulé « l'entreprise coopérative dans les secteurs de la santé et des services sociaux », publié par les Nations Unies en 1997.

Le Bureau a convenu d'adhérer au projet - América Cooperativa y Mutual (Coopératives et Mutuelles d'Amérique), sponsorisé par le programme STEP (Stratégies et outils contre l'exclusion sociale et la pauvreté).

Le programme Alianza del Mutualismo de América (AMA) du BIT, et l'Association des Coopératives et Sociétés d'Assurance Mutuelle Américaines (AAC/MIS) participent également à ce

projet qui vise à étendre la protection sociale dans les zones déficitaires à travers l'expérience des coopératives de santé.

Lors du séminaire sur la mobilisation des fonds pour les projets coopératifs, le rédacteur de l'IHCO, Peter Eneström, a présenté un rapport sur la mobilisation des ressources pour soutenir le développement coopératif international (ICA, 1999). Kathleen Speake, Directrice du CCA pour l'Asie et l'Europe de l'Est s'est exprimée sur : « le Financement du Développement Coopératif : l'Expérience Canadienne, et un consultant en mobilisation de fonds, Noam Perski a expliqué les a-b-c de la mobilisation des fonds pour les ONG.

Pour plus d'information: direccion@fundacionespriu.coop
 Voir www.ica.coop/ihco/index.html

Les Secteurs

Le Comité Exécutif de l'ICBA s'est également réuni à Manchester

L'Association Internationale des Coopératives du secteur bancaire (ICBA) a tenu une réunion de son comité exécutif à Manchester le 09 novembre, en marge de l'Assemblée Régionale de Cooperatives Europe.

Jean-Louis Bancel, Vice Président Exécutif du géant bancaire français, le Crédit Coopératif, a été élu nouveau président de l'ICBA.

Pendant la période du transfert du secrétariat, le contact sera Imad Tabet, directeur du lobbying et des affaires coopératives au Crédit Coopératif : imad.tabet@coopanet.coop

Jean Louis Bancel a une longue expérience dans le secteur des mutuelles d'assurance. Il fut Directeur Exécutif de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF), la faitière des mutuelles d'assurance en France, et

Secrétaire Général du Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurance (GEMA). L'année dernière, il a rendu son tablier après 5 ans de service comme président de la Fédération Internationale des Coopératives et Mutuelles d'Assurance (ICMIF).



Jean-Louis Bancel

Le Comité des Communications trace la voie pour l'avenir.

Le Comité des Communications de l'ACI internationale a tenu une réunion présidée par Caroline Naett à Manchester, au RU le 09 septembre. Un certain nombre de questions ont été discutées et des décisions prises parmi lesquelles :

Une décision de créer une Association ou un Réseau Mondial de Communicateurs Coopératifs. Le Comité des Communica-

tions de l'ACI (CCACI) apportera son assistance aux activités de communications lors de l'Assemblée Générale de 2007. Il est prévu une plus grande communication en ligne pendant l'AG elle-même.

Le CCACI contribuera au développement d'une initiative de calendrier mondial pilote pour l'ensemble du réseau ACI.

Le CCACI soutien fortement qu'une grande portion du budget de l'ACI soit allouée aux activités de communication en général

Le CCACI pense que l'ACI devrait trouver les voies et moyens, peut-être à travers l'initiative du Global 300 pour aider à promouvoir le point coop.

Contactez Garry Cronan cronan@ica.coop



Caroline Naett, Présidente du CCACI

Autres réunions sectorielles mondiales tenues à Manchester

Le 09 novembre, le CECOP a tenu une réunion de son bureau et un séminaire sur les entreprises sociales et les coopératives de travailleurs européennes : « *comparaison de modèles de gouvernance d'entreprise et d'inclusion sociale* ».

Voir www.cecop.coop/article.php3?id_article=281 pour plus d'informations.

Veillez également visiter le nouveau site web du CECOP (CICOPA-Europe) pour en savoir plus sur la Confédération Européenne des Coopératives de Travailleurs, les Coopératives Sociales et les Entreprises Sociales et Participatives. Les organisations coopératives sont invitées à insérer un lien vers le site dans leurs propres sites web.

Les Coopératives de Consommation Mondiales (CCM) est

l'organisation sectorielle mondiale de l'ACI des coopératives de consommation. Le 09 novembre, le CCM a tenu un séminaire à Manchester sur « *la recherche commune des produits pour les coopératives de consommation européennes* ».

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Président du CCM, Bob Burlton : bob.burlton@midcounties.coop



Bob Burlton, Président du CCM

Atelier sur l'habitat tenu à Manchester

Le 09 novembre, le forum des Coopératives du RU ont tenu un atelier sur : « *l'avenir du secteur public de l'habitat : les modèles coopératifs font la différence* ». Les délégués ont été informés que les modèles de coopératives et mutuelles d'habitat sont très peu compris par les autorités à tous les niveaux. L'atelier a fait une recommandation pour un plan de communication afin d'assurer que leurs valeurs et avantages coopératifs sont compris et appréciés largement à travers l'Europe. Pour plus d'informations, contactez Helen Seymour helen.seymour@cooperatives-uk.coop

Coops et changement-climatique

Avertissement sévère d'un rapport sur le changement climatique

La récente revue Stern sponsorisé par le RU – un rapport sur l'économie du réchauffement de la terre – a émis un avertissement sévère à l'endroit des leaders du monde : « attaquez le changement climatique de front en réduisant les émissions de



gaz, ou alors, il va falloir faire face à un désastre économique »

« Nos actions au cours des prochaines décennies pourraient

créer des risques d'importants bouleversements dans l'activité économique et sociale... à une échelle similaire à celle liée aux grandes guerres et à la récession économique de la première moitié du 20^{ème} siècle », affirme l'auteur du rapport, Sir Nicholas Stern, un économiste du développement de renommée et ancien responsable économiste à la Banque Mondiale.

Selon Sir David King, principal conseiller scientifique du gouvernement du RU, « Tous les scénarios détaillés (de Stern) jusqu'en l'an 2100 (montrent) que si aucune action mondiale n'est entreprise, nous allons assister à un profond ralentissement de l'économie mon-

diale ».

« Si vous considérez uniquement les montées du niveau de la mer et l'impact que cela aura sur l'économie mondiale dans les villes qui sont inondées par l'eau... cela entraînera le déplacement de ... centaines de millions de personnes, » dit-il.

Le Secrétaire aux Affaires Etrangères du RU, Margaret Beckett ajouta, « Il ne s'agit pas uniquement d'un problème environnemental. C'est un problème de défense. C'est un problème pour ceux qui oeuvrent dans les domaines de l'économie et le développement, la prévention des conflits, l'agriculture, les finances, l'habitat, le transport, l'innovation, le commerce et la santé ».

Les conclusions dures du rapport sont que si nous ne faisons rien pour arrêter le changement climatique, il pourrait y avoir une réduction permanente dans la consommation mondiale par habitant de 20%. Même pire, ces coûts ne seront pas partagés de façon égale. Les pays les plus pauvres un poids disproportionné sur les pays les plus pauvres.

Mais Sir Nicholas affirme que s'attaquer au problème pourrait ne pas s'avérer aussi économiquement difficile que ne le prédisent certains experts. Investir dans les technologies à faible carbone pourrait stimuler l'économie mondiale. Cet argument principal consiste à investir d'énormes

sommes d'argent actuellement sur les mesures visant à réduire les émissions de carbone apportera des dividendes à une échelle colossale.

De même, la décarbonisation du secteur de l'énergie de 60% - 70%, il faudra également stopper la déforestation – les émissions de gaz provenant de la déforestation sont estimées à plus de 18% des émissions mondiales. Et il faudrait également réduire énormément les émissions du secteur transport. Les coûts de ces changements devraient faire environ 1% du PIB mondial d'ici 2050. Mais il faudrait considérer ces 1% comme étant un investissement – car les coûts qui résulteraient d'une non action sont faramineusement élevés.

Cette réponse au problème orienté vers le marché est une façon de s'attaquer au problème de réchauffement de la terre.

Toutefois, il y a de sérieuses contraintes. L'une de ces contraintes est le fait que cela demande une action collective, coordonnée de la plupart des gouvernements du monde – et il ne sera pas simple de parvenir au consensus nécessaire sur comment aborder l'avenir.

« attaquez le changement climatique de front en réduisant les émissions de gaz, ou alors, il va falloir faire face à un désastre économique »

Rapport Stern—
RU



Que font les coopératives de par le monde ?

A travers leur longue histoire, les coopératives ont toujours cherché à améliorer la qualité de vie et à assurer le lendemain des communautés, créant un cercle vertueux qui récolte les bénéfices des réussites commerciales pour « plus que juste le profit ».

En 2001, la Commission Coopérative du RU a recom-

mandé que les coopératives réaffirment leur « différence coopérative ». Les Indicateurs de Performance Sociale et Coopérative Clé (IPS&CC) ont été développés pour servir d'outil pratique permettant aux coopératives de mesurer leur « différence coopérative ».

En tant que question de définition de notre temps, le changement climatique est un domaine clé dans lequel les coopératives devraient prendre les devants. Traduisant

l'importance du changement climatique, l'IPS&CC 9 demande à toutes les coopératives du RU de rendre compte de leurs émissions de carbone annuellement.

L'objectif final étant pour les coopératives de démontrer année après année les réductions de gaz carbonique – agissant en tant que mouvement pour démontrer leur leadership dans les affaires.

RU – Le Défi du Carbone

Coops et changement climatique

Co-operatives UK encourage ses membres à réagir par rapport au Défi du Carbone, une nouvelle initiative qui vise à aider les coopératives à entreprendre une action pour réduire les émissions de carbone.

Les réductions de carbone comportent plusieurs avantages, avec une compétitivité accrue allant de pair avec la responsabilité sociale et environnementale. Co-operatives UK offre un appui pratique, y compris des séminaires, un site web (<http://www.cooperatives-uk.coop/live/cme1030.htm>) et une consultance en conseil gratuite.

Ils ont développé un guide sur la réduction de carbone intitulé – le *Carbon Challenge Toolkit*. Basé sur les meilleures pratiques en affaires, il définit un processus en sept étapes pour réaliser la réduction du carbone.

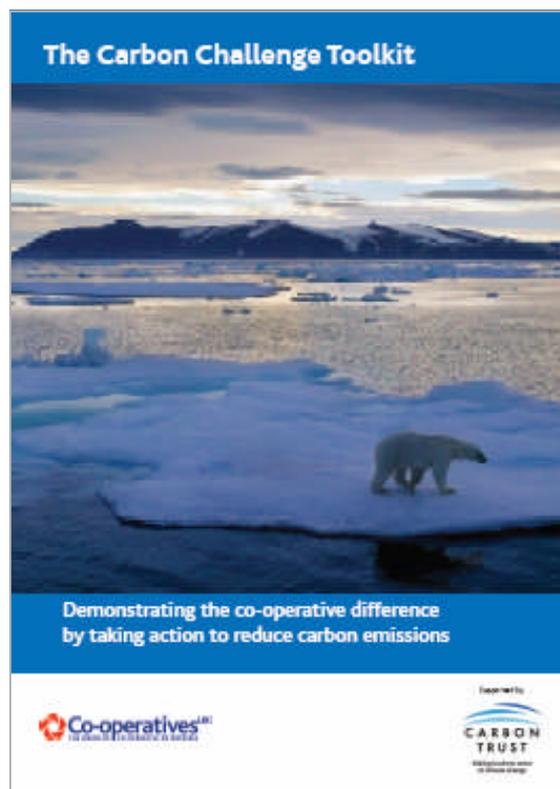
Un certain nombre de coopératives dont Southern Co-operatives, Leeds Co-operative Society, le Midcounties Co-operative, Highland Wholefoods, Greenci-

ty, Suma, Infinity Foods, Heads Together Productions, Sundance Renewables, Ethos PR et Delta-T Devices se sont déjà engagés pour réduire leurs émissions de carbone de 20% d'ici 2010, trois d'entre elles – Infinity, Suma et Sundance – visent une réduction de 60%.

En 2006, la [Co-operative Bank](#) mène une campagne avec les Amis de la Terre (Friends of the Earth) et soutien [The Big Ask](#), une campagne qui demande à tous les 646 députés de soutenir une nouvelle loi qui forcerait le Gouvernement du RU a réduire les émissions de carbone de dioxyde chaque année.

La société sœur de la banque, la CIS est sur le point d'entrer dans l'histoire en transformant leur gratte-ciel de Manchester en un collecteur solaire vertical, le plus grand d'Europe. Il sera revêtu avec 7.244 panneaux solaires photovoltaïques, qui généreront 180 unités d'électricité renouvelable chaque année – en quantité suffisante pour faire 10 millions de tasses de thé ou 7 millions de toast Chaque année. On s'attend à ce que la tour de 400 pieds faite de

panneaux solaires bleu marine, qui fonctionneront quelque soit le



temps, s'érigera dans le ciel de Manchester et pourrait même devenir une attraction écotouriste.

La **Trousse du Défi** met en place un processus à sept étapes pour parvenir à la réduction des émissions de carboniques.

Un regroupement pour récolter le pouvoir vert

A une plus grande échelle, les coopératives agricoles sont à la pointe du boom de l'industrie de la bioénergie, tout comme elles étaient au début du millénaire avec les nouveaux systèmes de commercialisations des émissions de gaz carbonique. « L'énergie propre et les biocarburants constituent les nouvelles cultures de rente des agriculteurs », selon Howard Learner, directeur exécutif du Centre de Droit et de Politique Environnemental, un groupe de plaidoyer américain sur l'environnement et l'économie. En 1995, tout en se battant

pour les maigres profits de leurs fermes du centre-ouest, 220 agriculteurs du Minnesota, du Sud du Dakota et de l'Iowa ont ensemble mobilisé péniblement 3 millions \$ pour construire l'une des premières usines d'éthanol.

Aujourd'hui, que Agri-Energy, une coopérative dont les membres sont à 100% des agriculteurs a doublé de capacité. L'usine fait partie d'un empire d'énergie verte en pleine expansion. En 2002, les membres de la coopératives ont diversifié leurs activités en y adjoignant l'énergie éolienne avec MinWind, un partenariat qui fait fonctionner 11 turbines

éoliennes et produit suffisamment d'énergies pour alimenter 3.800 ménages. Au titre de leur porte feuille d'investissements verts, on compte des intérêts dans des usines de biocarburant et une douzaine d'usines d'étha-

nol environ. De part le monde, les agriculteurs se mettent ensemble pour cueillir les bénéfices de ces nouvelles énergies vertes. En juillet 2006, en France, 22 coopératives ont mis en place l'Union des Coopératives de Biomasse en Picardie (Voir <http://www.actu-environnement.com/ae/news/1857.php4>).



Co-ops et changement climatique

Les Solutions Coopératives – l'énergie renouvelable

Avec leur habilité de rassembler les parties prenantes dans toute la communauté – les agriculteurs, les hommes d'affaires, les ménages et le secteur public – les coopératives sont les mieux placées pour exécuter des projets d'énergie renouvelable.



Les membres de la première ferme éolienne communautaire Australienne

La menace du changement de climat, la baisse des réserves de pétrole et de gaz, la

perte de la sécurité de l'énergie exige que nous réduisions notre dépendance sur les combustibles fossiles. Cela aura des implications fondamentales dans notre utilisation de l'énergie. Cela demandera une plus grande efficacité de l'énergie et une réorientation vers les sources d'énergie renouvelable telles que le vent, le solaire et les biocarburants.

Le RU s'est engagé à réduire les émissions de gaz carbonique de 60% d'ici l'an 2050. Mais le progrès a été lent. La réalité dans les pays pionniers tel que le Danemark et l'Allemagne suggère une approche différente – une basée sur les opportunités réelles d'un contrôle démocratique, d'un engagement de la communauté et d'une participation économique.

Dans la région du Punjab en Inde, une autre initiative a révélé la puissance de l'action au niveau locale. Panjkoshi, un petit village de 6300 personnes a été adopté par la Fondation IFFCO en 2004 pour être transformé en un « village modèle ». L'objectif principal étant d'assurer un environnement sain par une meilleure exploitation des ressources naturelles. La Fondation est une structure publique, créée en 2003 par le Indian Farmers' Fertiliser Cooperative Limited (IFFCO), la plus grande coopérative asiatique de production d'engrais chimique. La transformation du Panjkoshi comprend la redynamisation d'une centrale de biogaz pour l'approvisionnement

des ménages en gaz.

Prenons le cas de la première ferme éolienne communautaire d'Australie située à Victoria. L'Association pour l'Énergie Régionale de Hepburn (<http://www.hrea.org.au>) mettra en place et fera fonctionner une coopérative de ferme éolienne produisant assez d'énergie pour alimenter 2.000 ménages. Les fermes éoliennes communautaires fonctionnent depuis plusieurs années dans certains pays et aident les communautés à évoluer vers « l'indépendance » énergétique à l'échelle locale et régionale.

La génération de l'énergie renouvelable a tendance, de par sa nature même, à se développer à petite échelle, mettant les ressources locales à contribution. Les projets doivent par conséquent être logés dans plusieurs « arrières courts » - à la fois urbain et rural. L'appropriation communautaire permet que l'acceptation se construise au niveau local, assurant que les projets soient directement responsables et rassemblent les demandes pour une



“Les coopératives d'électricité des Etats-Unis pensent que l'approche juste dans la recherche des solutions contre le changement climatique est d'encourager le développement de nouvelles technologies à faible émissions ...”

Etats-Unis – nouvelles technologies

Les questions de changement climatique et d'émissions de gaz à effet de serre ont l'objet de débats chauds au cours de ces dernières années, à la fois aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde. Certains activistes ont avancé que l'utilisation du charbon et du pétrole doit être réduite de façon drastique tandis que d'autres soutiennent que l'utilisation de combustible fossile est d'une importance majeure pour le maintien de l'économie mondiale forte.

Aux Etats-Unis, les coopératives d'électricité ont mis en avant une troisième voie – elles pensent que l'approche juste dans la recherche de solutions au problème de changement climatique demeure l'encouragement et le déploiement de nouvelles technolo-

gies à faible émission de gaz. La Loi 2005 sur la Politique Énergétique comprend des dispositions visant à susciter de nouvelles technologies à faible production de carbone à la fois aux Etats-Unis et dans les pays en voie de développement. La loi comprend des dispositions pour accorder de nouvelles motivations – appelées Bons d'Énergie Propre – aux coopératives et autres entités à but non lucratif pour développer des projets d'énergie renouvelable.

Les coopératives croient également que la séquestration de carbone à travers les techniques de gestion des cultures, de la forêt, des pâturages ou la séquestration géologique peut atténuer les émissions de CO₂ à partir des activités humaines sans imposer des mandats à coûts exorbitants sur l'économie.

Il y a deux ans, une organisation

membre de l'ACI - la National Rural Electric Cooperative Association (NRECA) – a signé un protocole d'entente avec le Département de l'Énergie des Etats-Unis dans le cadre de ses efforts de longue date contre le changement climatique.

Le protocole d'entente a mis en place un partenariat public-privé volontaire appelé les Partenaires de l'Énergie entre le gouvernement des Etats-Unis et les Coopératives d'électricité des Etats-Unis.

Les banques coopératives soutiennent une ferme éolienne dans le sud de l'Italie

Coops et changement climatique

Agrileasing banque, une entreprise de leasing du réseau italien de banques coopératives de crédit, est le chef de projet dans la mise en œuvre d'un Parc Eolien (ferme éolienne) à Montemurro, dans la région de la Basilicata, au sud de l'Italie. L'accord de leasing a une valeur de 34,8 millions d'Euro.

L'opérateur, Fri-el Montemurro S.r.l., est une co-entreprise entre Energie S.p.a Bolzano et Fri-el/Gostner Bolzano, toutes les deux actives dans le domaine de l'énergie renouvelable depuis plusieurs années. Le parc contient 36 aérogénérateurs. Huit fonctionnent depuis 2004, et les vingt-huit autres depuis le printemps 2006. L'aérogénérateur produira environ 60 millions de KWh ; compensant ainsi environ 30,000/35,000t par d'émission de carbone ou la

même quantité de CO2 absorbé par 7,000-10,000 de bois. 439 Banques Coopératives de Crédit opèrent en Italie, avec un réseau de 3.640 branches (11.2% du système bancaire italien). La coopérative de crédit détient plus de 105.2 milliards d'Euro en dépôt, 87,2 milliards d'Euro en prêts et des actifs de 14.3 milliards d'Euro.

Les prêts accordés par la BCC italienne représentent 20,5% des prêts totaux accordés entreprises artisanales, 15,4% aux entreprises familiales, 8,6% aux consommateurs et 9,8% aux institutions à but non lucratif (secteur tertiaire).

Federkasse est la Confédération nationale sectorielle des fédérations de banques coopératives. Pour plus d'informations : Federkasse – Bureau de Presse: Marco Reggio (+39.06.72072665)

Banca Agrileasing – Bureau de Presse : Laura Roselli (+39.348-7780299)



Compensation de carbone – dans quelle mesure l'assurance véhicule peut aider les ours polaires

Les principes qui sous-tendent les coopératives veillent à ce qu'elles s'efforcent à améliorer la santé et le bien-être des communautés en plus de veiller à satisfaire les besoins des membres. Dans le monde entier, les coopératives lancent des initiatives pour encourager les membres à réduire leurs émissions de carbone par des moyens nouveaux et stimulateurs.

Au RU, l'assureur coopératif géré avec éthique, le CIS (www.ecoinsurance.co.uk) offre aux conducteurs l'opportunité de compenser les dommages que l'émission de CO2 de leurs véhicules cause à l'environnement. Le CIS est l'unique assureur britannique qui a une Politique d'Engagement Ethiques dirigée par les consommateurs.

Les consommateurs qui signent une police d'assurance avec CIS compensent 20% des émissions de CO2 de leurs véhicules. La société fait des dons aux projets qui travaillent pour « neutraliser » les émissions de

CO2 tel que la reforestation, les sources d'énergies renouvelables et le développement de systèmes éducationnels mondiaux. Une réduction des 10% est accordée si le véhicule du client tombe dans la catégorie de taxe A fixées par le gouvernement du RU pour les véhicules à faibles émissions.

Au Canada, le Groupe Desjardins (www.desjardins.com), la plus grande coopérative financière du Canada, pense que le changement climatique doit « commencer à la source », avec les activités de l'organisation elle-même. Cette année, son Assemblée Générale a adopté le principe de « zéro carbone/zéro déchet », y compris des systèmes de recyclage, le compostage et de compensation.

« Non seulement cette initiative correspond parfaitement à notre politique de développement durable, mais c'est un autre exemple tangible que les actions de Desjardins visent à l'amener à jouer son rôle de leader dans ce

domaine, tout en contribuant à l'atteinte des objectifs du Protocole de Kyoto », a affirmé le Président Directeur Général du Groupe Desjardins, Mr. Alban D'Amours. Le Groupe Desjardins a signé la Déclaration de l'UNEP des Nations Unies par les Institutions Financières sur l'Environnement et le Développement Durable.

C'était également un des premiers à signer avec le Forum Exécutif Canadien sur le Changement Climatique.

Le Groupe Desjardins Group au Canada pense que le changement climatique doit « commencer à la source », avec les activités de l'organisation elle-même. Cette année, son Assemblée Générale a adopté le principe de « zéro carbone/zéro déchet »,....

Coops et changement climatique

Le premier acteur dans la protection de l'environnement – l'ACI et le changement climatique

Depuis sa création, l'ACI s'est attaquée aux problèmes environnementaux et de développement durable.

Elle a pris part en 1992 à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro en organisant plusieurs manifestations. Peu après la conférence de Rio, l'ACI a adopté l'Agenda des Coopératives 21, décrivant la contribution que pourraient et qu'apportent les coopératives en matière de développement environnemental durable.

Le changement climatique est un domaine où les orga-

nisations sectorielles de l'ACI, prennent, dit-on, le devant en fixant des cibles et en prenant des résolutions pour atténuer l'impact du réchauffement de la planète.

Nombre d'organisations, telles que la filière de pêche de l'ACI (ICFO), ont exprimé leurs préoccupations au sujet de l'environnement, de la conservation des ressources et de la viabilité des coopératives.

Au cours de la dernière assemblée de Singapour, les membres de l'ICFO ont échangé sur les activités initiées par les différents mouvements coopératifs nationaux dans le cadre de la montée

des prix des carburants, incluant la recherche de nouveaux moteurs pour les bateaux de pêche qui sont plus efficaces et des sources alternatives d'énergie.

Au cours du mois dernier, la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (FIPA), qui se compose également de membres de l'ACI, a consacré un de ses objectifs de politique 2007-2008 à la lutte contre le changement climatique. (www.ifap.org/en/publications/er_summary-executive-mexico-oct06.html) l'assurance est largement



Les coopératives et le changement climatique constitueront un des points à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de l'ACI à Singapour.

Dans un numéro récent de la revue trimestrielle, *Voice*, de la Fédération Internationale des Coopératives et de l'Assurance Mutuelle (ICMIF), l'accent a été mis sur le changement climatique et les implications pour les assureurs de coopératives.

Il a été relevé « les effets dévastateurs du cyclone Katrina sur la côte du golfe des Etats Unis a rappelé à la face du monde la puissance du temps... il est quasi certain que le réchauffement de la planète entraîne des changements climatiques, ce qui affectera, à l'avenir le mode de vie et de travail des producteurs et des autres personnes ».

Les questions importantes que nous (incluant plusieurs autres personnes du milieu des assurances), posons aux scientifiques et climatologues n'ont pas pour but de savoir si des changements climatiques sont en cours, mais plutôt de savoir quand et comment ces effets se ressentiront-ils à plusieurs endroits du monde. Pour l'instant, les réponses sont encore bien vagues... ».

Pour plus d'informations sur l'ICMIF, prière visiter le site web à l'adresse suivante : <http://www.icmif.org/>



Avez-vous une histoire à raconter à ce sujet ? Prière nous faire savoir si votre coopérative est active dans la préservation de l'environnement et si elle s'attaque aux questions de changement climatique à travers des politiques ou des pratiques.

La micro assurance comme instrument de développement

Développe-

De nos jours, l'assurance est largement reconnue comme un outil majeur de lutte contre la pauvreté. « Un plan de micro assurance durable et abordable peut procurer une protection aux pauvres contre les effets financiers de la maladie, de l'incapacité et de la mort » selon les dires du premier Vice-président de l'ICMIF, Sabbir Patel.

Prenant la parole à l'occasion d'un atelier sur « *financement islamique et coopératives* », Sabbir Patel a expliqué pourquoi l'assureur des coopératives se trouve dans une position idéale pour servir les intérêts des pauvres et pourquoi les services qu'il offre sont d'une nécessité pour les pauvres.

« Par le passé, les pauvres ont développé des mécanismes informels d'assurance tels que la vente des actifs, l'échange de cadeaux, les envois en espèces et la diversification des cultures. Depuis 1970, des institutions de micro finance en faveur des pauvres se sont créées dans le secteur informel. Les cas de succès découlant de ces organisations ont montré que les pauvres peuvent et veulent épargner ».

« Si les facilités d'épargne et de crédit sont une composante intégrale de l'assistance aux pauvres pour éviter les pertes imprévues, les avantages sont fonction des capacités d'épargne et de remboursement de chaque individu. En cas de persistance de mauvaises conditions et de leurs conséquences sur plusieurs années, l'utilisation des épargnes en guise de protection devient indispensable. Par ailleurs, les risques élevés de maladie ou encore la mort ou l'incapacité du soutien de la famille se traduit par une difficulté à rembourser les dettes en cours. La mort, la maladie ou un accident peut inévitablement entraîné la vente des actifs de production

ou des consommables du ménage, ce qui en retour a un impact négatif sur les revenus futurs et les moyens d'existence actuels ».

« De ce fait, l'assurance peut constituer un mécanisme efficace d'atténuation de la vulnérabilité des pauvres et de la protection de l'utilisation productive des facilités d'épargne et de crédit ».

« Les pauvres peuvent bénéficier d'une protection limitée de façon durable à travers les coopératives... les avantages de la structure coopérative sont plus importants au plan local où les relations communautaires solides, les réseaux d'utilisateurs, la participation individuelle et le processus démocratique conduisent à une grande confiance et puisent dans le savoir-faire, la fidélité et les idées des assurés. En tant que propriétaires du plan d'assurance, les membres sont plus enclins à faire fonctionner le plan et à veiller à tout comportement frauduleux ».

Certains défis restent à relever dans la prestation de services de micro finance, dont l'expertise technique, la couverture de réassurance et les restrictions réglementaires. Ce sont là des domaines où l'ICMIF entreprend des recherches en ce moment. La fonction de développement de la Fédération vise à aider les organisations populaires – coopératives, organes agricoles, associations professionnelles, syndicats, unions de crédits et autres institutions de micro finance – à mettre sur pied leurs propres programmes d'assurance et à fournir une assistance technique aux nouveaux assureurs et à ceux en développement.

L'ICMIF prend part à une étude mondiale sur l'assurance pour les marchés à faible revenu. Le projet, géré par le Programme de Finances Sociales du Bureau International du Travail (BIT) est cofinancé par des organismes d'aide dont le DFID (Royaume Uni), la GTZ (Allemagne) et le

SIDA (Suède). Le projet nécessite un certain nombre de cas d'études d'opérations de micro assurance afin d'identifier les bonnes et les mauvaises pratiques. Quatre de ces études ont été confiées à l'ICMIF.

La *Cooperative Insurance Company* du Kenya (CIC Kenya www.cic.co.ke) est le leader du Group Life et de la micro assurance au Kenya. A ce jour, elle assure plus d'un million de membres de coopératives et plus de 250 000 clients d'institutions de micro finance.

« La micro assurance est fortement sous développée parce que les assureurs sont plus concernés par le faible revenu du groupe, ce qui ne représente pas une source viable d'activités d'assurance du fait du coût élevé des transactions, du manque d'infrastructures et de la perception selon laquelle les pauvres sont grandement exposés aux dangers moraux, à la fraude et à la sélection défavorable », selon Nelson Kuria, PDG de la CIC Kenya.

« Les partenariats stratégiques réussis avec les coopératives et les institutions de micro finance dans le développement de produits d'assurance à faible coût au profit de leurs clients, permettent de démystifier l'assurance comme étant un privilège pour les riches ».

« C'est là la preuve que le modèle coopératif peut offrir des services d'assurance efficaces aux groupes à faible revenu et que tant les coopératives que les assureurs mutuels sont mieux placés pour identifier les besoins des clients au regard des liens étroits créés à travers les unions de crédit, des coopératives agricoles et de consommation » a-t-il ajouté.



Sabbir Patel

«..Pour plus d'informations sur la micro finance Takaful (Islamique) prière visiter le site suivant : www.icmif.org/takaful ou prendre contacte avec Sabbir@icmif.org



Les Membres

Dorénavant l'ACI compte 230 organisations membres (dont 223 Membres et 7 Membres associés) répartis dans 92 pays



Galina Kiseleva

La Segunda de l'Argentine

La Segunda Cooperativa Limitada Seguros Generales (La Segunda) de l'Argentine est devenue le 228ème membre de l'ACI le 16 octobre 2006.

La Segunda est un groupe coopératif national d'assurance qui a des liens avec le mouvement des coopératives agricoles de l'Argentine. Elle se compose de sociétés coopératives (170 membres) et de membres individuels (au nombre de 1 070 821) et elle emploie 515 personnes à travers le pays. Au cours de la période allant de juillet 2005 à mars 2006, La Segunda disposait de plus de 2% du marché national d'assurance. Voir www.lasecunda.com.ar pour plus d'informations.

L'IPACCOOP du Panama

L'Instituto Panameño Autónomo Cooperativo (IPACCOOP) du Panama est devenu le 229ème membre et le 7ème membre associé de l'ACI le 23 octobre 2006.

L'IPACCOOP est un organe statutaire autonome créé par le gouvernement du Panama qui fait la promotion des coopératives, régule, finance, fournit une assistance technique et dispense des formations aux coopératives. Il bénéficie de subventions du gouvernement central outre la contribution des coopératives, soit 5% de leur surplus. L'IPACCOOP emploie 290 personnes.

L'IPACCOOP a produit des informations statistiques selon lesquelles le mouvement coopératif panaméen se composait en 2004 de 362 coopératives actives avec plus de 193 954 membres (soit 105 776 hommes et 88 178 femmes).

La MUPECI du Panama

La Mutuelle pour la Promotion de l'Épargne et du Crédit d'Investissement (MUPECI) du Cameroun est devenu le 230ème membre de l'ACI le 25 octobre 2006. Il s'agit du tout premier membre de l'ACI au Cameroun.

La MUPECI est une coopérative d'épargne et de crédit. Elle fournit des services financiers (facilités d'épargne et d'investissement, prêts agricoles, productifs et de consommation) et dispense des formations à ses membres. La MUPECI a 133 sociétés membres, soit plus de 1564 membres individuels (dont 1 130 hommes et 434 femmes). Avec un personnel de 19 membres, la MUPECI a six succursales au centre, sur la côte et à l'ouest du Cameroun.

La Russie célèbre

La Centrosoyoz de la Russie célèbre le 175ème anniversaire de la coopération russe les 11 et 12 décembre 2006.

Dans le cadre de la célébration du jubilé, il sera organisé une conférence nationale sur la « coopération russe : secteur social dans l'économie nationale » le 11 décembre et un gala se tiendra le 12 décembre au Palais du Kremlin à Moscou.

La revue des cotisations de membre fait partie de la mission du comité de restructuration

Dans le cadre de son mandat, (voir article séparé dans le présent numéro), le nouveau Comité de Restructuration doit examiner et formuler des recommandations sur la stratégie de recherche de nouveaux membres et de formules de cotisation.

Au cours des dernières années, la question de membres de l'ACI ainsi que la simplification et la transparence de la formule de cotisation ont fait l'objet de nombreux débats.

Nouvelles des Membres

ICA crée un lien entre les leaders des coopératives brésiliennes et l'OMS

Un des services dont profitent les membres de l'ACI, c'est la facilitation de liens avec des organisations internationales y compris les agences de l'ONU.

Récemment, l'ACI a facilité une rencontre entre les leaders des principales coopératives médicales et orthodontistes du Brésil et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Au briefing du 10 novembre a été ajoutée une visite à l'ACI afin d'en savoir davantage sur l'organisation et le mouvement coopératif mondial.

Le groupe des coopératives brésiliennes se composait de quinze leaders des organisations membres de l'Organisation des Coopératives Brésiliennes (OCB), accompagnés par les membres du Conseil d'Administration de l'ACI Americo Utumi. Au rang des participants, se trouvaient les représentants de la Confédération Nationale des Coopératives Médicales (UNIMED), une des plus grandes entreprises de santé du Brésil (regroupant 378 coopératives de santé qui offrent des

services à plus de 13,3 millions de patients et 70 000 entreprises), les leaders de l'Union des

l'initiative « e-health ». Ils ont également été informés de l'état de santé mondial et des res-



Coopératives Orthodontistes (UNIODONTO), une union de coopératives à croissance rapide composée de plus de 170 dentistes et de 20 000 chirurgiens dentistes au service de plus d'un million d'utilisateurs.

Maria Elena Chavez Hertig a fait un petit exposé sur l'ACI, ses récentes activités et a donné un aperçu de l'utilisation du modèle coopératif à travers le monde. A l'OMS, les leaders de coopératives ont été briefés sur les services de référence de l'OMS relatifs à la santé mondiale et à

sources humaines pour la santé.

La rencontre a eu lieu à la fin de l'assemblée mondiale de l'OMS sur la santé. L'occasion a été saisie pour porter à la connaissance du groupe les résultats de l'élection du nouveau Directeur Général de l'OMS, Dr Margaret Chan de la Chine.

D'autres visiteurs récents au Siège de l'ACI

Au cours des derniers mois, des membres de l'ACI et d'autres organisations et membres individuels de coopératives ont visité le siège de l'ACI à Genève. On distinguait entre autre,

- Ishwas Satgar et Dr Michelle Williams de la *South African Cooperative and Policy Alternative Center (COPAC)*,
- Une délégation du mouvement coopératif japonais d'assurance,
- Martin Trajcev de la SFARM en Macédoie.



Ci-dessus, la delegation coop. japonaise, et ci-dessous les représentants du COPAC avec Dr Kim de l'ACI

Les membres de l'ACI sont les bienvenus au Siège. Leurs visites sont des occasions pour présenter l'oeuvre de l'ACI en détail et d'écouter leurs préoccupations.



La Recherche La conférence de l'ACI sur la recherche en 2006 – un succès

La révolution des TIC, le processus continu de la mondialisation économique et les changements dans le rapport de forces aux plans national et international affectent négativement les conditions de vie quotidienne du commun des mortels. De ces changements sont nées de nouvelles attentes et des nouvelles formes de volontariat.

Quatre vingt participants venant

du monde entier ont débattu de la contribution du mouvement coopératif au relèvement de ces défis lors de la 22^{ème} conférence de l'ACI International sur la recherche qui s'est tenue avec succès à Dourdan en France du 19 au 22 octobre.

Les communications de la conférence sont disponibles à l'adresse suivante :
www.entreprises.coop/UPLOAD/rubrique/pages/162/162_rubrique.php



Jean-François Draperi un des organisateurs de la conférence sur la recherche

Le Canada abritera au moins 2 grandes conférences coopératives sur la recherche en 2007

L'innovation coopérative à l'affiche – la conférence internationale de 2007 sur la recherche

La conférence internationale 2007 sur la recherche se tiendra au centre d'études des coopératives de Saskatoon au Canada du 28 mai au 1 juin 2007.

Comment les coopératives innovent-elles ? Pourquoi innovent-elles et quels sont les obstacles aux succès qui sont célébrés en ce moment ? La conférence internationale sur

la contribution de ce secteur à la conception et au développement de l'économie sociale dans son ensemble.

Coopérativité: influencer l'économie sociale

L'économie sociale fait de plus en plus l'objet d'une attention particulière et les coopératives en constituent une composante majeure.

Le modèle coopératif permet aux populations et aux communautés de concevoir, de s'approprier et de contrôler les organisations qui ont un double statut d'entreprise et d'association, ce qui leur permet de servir leurs membres diversement et durablement.

Les coopératives ont acquis une expérience impressionnante en matière d'innovations technologiques, commerciales, sociales et organisationnelles. Malheureusement, ces acquis passent inaperçus hors du secteur coopératif et leur importance est souvent méconnue même parmi les coopératives.

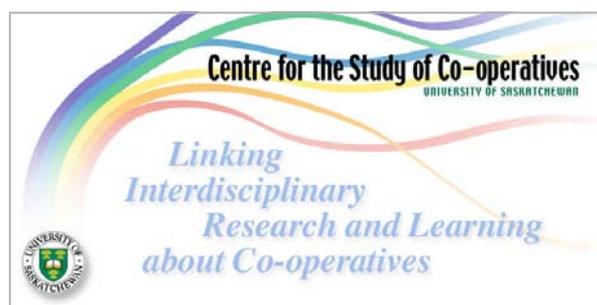
Ladite conférence se tiendra conjointement avec le congrès des sciences humaines et sociales de l'année 2007. Elle sera abritée par le centre d'études coopératives de l'Uni-

versité de Saskatchewan. Des informations actualisées ainsi que tous les détails y relatifs sont disponibles sur le site web de la conférence à l'adresse suivante :

www.usaskstudies.coop/socialeconomy/Congress2007.

Les organisateurs seront heureux de recevoir des études de cas et des communications dans toutes les disciplines. A titre d'exemple, les thèmes pourraient porter sur un examen des coopératives en tant que partie intégrale de l'économie sociale ; l'économie sociale comme exemple d'innovation sociale ; comment aider les coopératives à innover ; la différence entre les coopératives ; les études de cas d'innovation au sein des coopératives ; comment répandre la nouvelle – célébrer cette innovation.

Le dernier délai de soumission des résumés est fixé au 1^{er} février 2007. Pour les directives sur la soumission des communications prière se rendre sur le site web de la conférence.



la recherche de 2007 va passer en revue l'innovation coopérative et les différentes possibilités pour générer et communiquer les innovations qui s'avèrent critiques pour la viabilité du secteur coopératif.

La manifestation – une coentreprise du Comité de l'ACI sur la recherche coopérative, l'Association Canadienne d'Etudes sur la Coopération et l'Association des Educateurs Coopératifs – sera une occasion pour évaluer

1ère conférence internationale de recherche du CIRIEC sur l'économie sociale La Recherche

Le *Canadian Social Economy Hub*, *CIRIEC International* (Centre de Recherche et d'Information sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative) et *CIRIEC Canada* organisent conjointement la première conférence internationale de recherche sur l'économie sociale à Victoria, BC, Canada.

Le monde fait face à des changements rapides et profonds liés à la mondialisation, au débat contradictoire sur les rôles de l'état et la reconfiguration des communautés.



Canadian Social Economy Hub
Centre canadien d'économie sociale

coordinating research to build the social economy / recherche coordonnée pour établir l'économie sociale

L'économie sociale offre plusieurs approches qui peuvent être d'une utilité aux communautés, aux entrepreneurs sociaux, aux décideurs et aux chercheurs. Le but de la conférence est de mettre en lumière le rôle de l'économie sociale dans la construction et le renforcement des communautés.

Suite à la conférence en elle-

même, il sera organisé localement une série de fora sur l'économie sociale (dans les municipalités, *First Nations Lands* et dans les communautés) le 25 octobre 2007. Le dernier délai de soumission des résumés est fixé au 31 décembre 2006.

Prière se rendre sur le site web de la conférence pour plus détails concernant la soumission des communications.



Pour les détails, veuillez visiter le site suivant : www.socialeconomynetwork.ca/hub/index.php?



L'agro-alimentaire aux antipodes

Le 9ème Forum annuel sur le leadership et la gouvernance des coopératives dans l'agro-alimentaire a eu lieu à Sidney les 18 et 19 novembre 2006.

Le forum est coordonné par le Dr Lawrence Dooley, le Directeur des Programmes Alimentaires et Agro-alimentaires de la faculté des sciences économiques. Cette année, il s'est déroulé en collaboration avec les *Australian State Co-operative Federations* et la *New Zealand Co-operatives Association*.

Le forum a connu la participation de 50 coopérateurs venus de l'Australie et de la Nouvelle Zélande. Le discours d'ouverture a été prononcé par le Dr Fabio Chaddad, une référence en matière de changement structurel au sein des coopératives qui se sont adaptées aux défis concurrentiels.

Le Dr Chaddad a fait un exposé fouillé sur les structures coopératives avec un accent sur les droits de propriété et a exploré la nature changeante des coopératives du fait de l'adaptation aux nouveaux contextes, à travers une analyse typologique découlant de ses recherches.

L'exposé a été complété par une étude de cas sur Cooxupé, la plus grande coopérative de marketing et d'exportation de café au Brésil et au monde. Voir www.cooxupesantos.com.br/company.htm

D'autres exposés ont également été faits tels que les communications de membre, les examens de gouvernance, les relations entre le CEO et le CA et les défis liés à la présidence.

Il a été communément re-

connu que l'avantage stratégique d'une coopérative réside dans ses membres, car elle a la possibilité, contrairement aux sociétés privées, de connaître dans



les détails les besoins de ses membres, de bien les servir et de forger des relations profondes et sérieuses.

Le forum a été précédé par le lancement du nouveau livre de Dr Gary Lewis intitulé « *The Democracy Principle* ». Voir page 20.

Les conférenciers au Forum de l'agro-alimentaire

Asie-Pacifique

Code de gouvernance des coopératives au Singapour



Seah Kian Peng et Zulkifli Mohammed avec l'invité d'honneur sur la photo, Dr Vivian Balakrishnan, Ministre Singaporien pour le Développement Communautaire, la Jeunesse et les Sports

Désormais, les coopératives du Singapour disposent d'un Code de Gouvernance qui leur permettra de mieux servir leurs membres. Le Dr Vivian Balakrishnan, le Ministre du développement communautaire, de la jeunesse et des sports du Singapour a procédé au lancement dudit code lors de la conférence annuelle des leaders de coopératives le 11 novembre 2006 qui a été organisée par la fédération nationale des

coopératives du Singapour (SNCF).

Le Code de Gouvernance est une réponse au paysage coopératif changeant. Aujourd'hui, les membres et les autres acteurs coopératifs nourrissent de plus grandes attentes au sujet de la comptabilité et de la gouvernance des coopératives. Dans le même temps, plusieurs coopératives se sont élargies, ce qui dorénavant rend caduque la comptabilité par les paires qui prévalait chez les membres étroitement affiliés.

Un comité de revue inter-agence a été créé afin d'analyser les conditions nécessaires à un relèvement des normes de gouvernance au sein du mouvement coopératif. Le code de gouvernance est une des recommandations principales du comité. L'introduction du Code

de Gouvernance est une étape importante vers la mise en place d'une autorégulation du mouvement coopératif.

Ce code s'est inspiré du Code de la gouvernance des entreprises et du guide des meilleures pratiques des institutions à caractère public et vient en complément de la législation coopérative existante. Il couvre six domaines principaux, à savoir :

Les problèmes généraux
Politique en matière de conflit d'intérêt
Politique des ressources humaines
Comptabilité et audit
Capital, actifs et fonds
Communication d'entreprises: communication avec les membres et les acteurs.

Afin d'aider les coopératives à évaluer leur niveau de conformité au code de gouvernance, la SNCF a élaboré une liste témoin d'autoévaluation. Prendre attache avec zulkifli@snfc.org.sg

Philippines – conférence régionale sur la prise en compte du genre dans les coopératives: 10 années avant et après à Tagaytay City

Plus de 130 hommes et femmes représentant des organisations coopératives de l'Asie et du Pacifique se sont réunis à Tagaytay City du 6 au 8 novembre 2006 dans le cadre d'une conférence régionale sur

BIT, de la FAO, de l'ACI, de la GEC et de l'Office de Développement des Coopératives des Philippines, de débattre du renforcement des efforts des coopératives dans la lutte contre la pauvreté à travers l'implication, la responsabilisation et le développement des femmes.

La conférence a adopté une déclaration qui s'appuie sur de nouvelles stratégies et une plateforme d'actions qui

reprent et enrichissent les initiatives déjà adoptées à la conférence de Tagaytay de 1997.

Quatre nouvelles stratégies ont été adoptées : inventer et partager

l'expertise et les ressources telles que les manuels et les outils ;
fixer une cible d'au moins 30% de participation de femmes dans le leadership et le processus décisionnel des coopératives à tous les niveaux, d'ici dix ans ;
faire du développement des entreprises pour les femmes une stratégie de lutte contre la pauvreté ;
élaborer des outils et des indicateurs de suivi-évaluation.

La conférence a également reconnu la nécessité d'améliorer la promotion du leadership transformatif orienté vers le développement, axé sur des problèmes, et sensible au genre.



Les Participants à la Conférence Régionale

la prise en compte du genre dans les coopératives.

Le thème de la conférence « Responsabilisation et Développement des Femmes dans les Coopératives » a permis aux conférenciers venant du

Foire commerciale internationale des coopératives de Téhéran en Iran

Asie-
Pacifique

La Foire Commerciale Internationale des Coopératives organisée par l'ACI-AP (du 27 au 29 octobre 2006) et abritée par la Chambre Centrale des Coopératives de l'Iran (ICC) a été une occasion pour les visiteurs du Canada, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, du Sri Lanka, de l'Iraq et de l'Iran de tisser pendant deux jours des liens de réseau commercial.



octobre. Les ministres et représentants du gouvernement de l'Iran, du Sri Lanka et des Como-

locales et internationales des coopératives ». Toutes les présentations sont

En marge de la foire, s'est tenu un symposium sur le thème : les voies et moyens d'un réseautage efficace entre les coopératives.

A cet effet, les coopérateurs de l'Indonésie, de l'Iraq, de la Malaisie, des Philippines, du Sri Lanka et de l'Iran ont mis sur pied 200 stands où ont été exposés des produits agricoles, artisanaux et textiles, des lignes de collection, des matériaux de construction, des minerais et des services touristiques.

Mohammad Nazemi, le ministre coopératif de l'Iran a inauguré la foire et le symposium le 27

res se sont joints aux 300 invités de la manifestation.

Rajiv Mehta, Directeur de l'ACI-AP, président du symposium, M.R. Ramezani, Secrétaire Général de l'ICC et Shil Kwan Lee, Directeur Régional de l'ACI-AP ont accueilli les participants.

Le Dr Hojjat Dy, Ministre des coopératives de la République Islamique d'Iran et Rajiv Mehta, Directeur de l'ACI-AP, qui ont présenté des études de cas sur les mouvements coopératifs iraniens et indiens respectivement, ont abordé « le réseautage commercial : les forces

disponibles pour téléchargement sur le site web de l'ACI-AP - www.icaroop.coop.

L'offre du chef de la délégation indonésienne, Mme Ibbar Masri du DEKOPIN, d'abriter la prochaine foire commerciale internationale des coopératives ainsi que le symposium à Bali en Indonésie, a été acceptée.

Premier hôpital coopératif reconnu – à Hanoi au Vietnam

Le tout premier hôpital coopératif du Viet Nam, *Tu Luc Co-operative Hospital*, a déjà sauvé un certain nombre de vies dans la Province de Thanh Hoa.

Le fondateur et président de l'hôpital, Nguyen Van De a déboursé deux ans auparavant la somme de 10 milliards de VND (625 000 dollars US) pour la mise sur pied de l'hôpital qui, il espère, deviendra un modèle pour les nouveaux hôpitaux.

Au cours de ses neuf pre-

miers mois d'activités, l'hôpital a offert des soins à plus de 65 000 patients et effectué 341 chirurgies des yeux à titre gratuit pour les enfants. L'hôpital s'est fait une bonne réputation pour son rejet de phénomènes négatifs tels que la corruption. De ce fait, les patients n'ont pas peur de faire confiance au personnel de l'hôpital.

Nguyen Van De a évolué dans les coopératives. Avec d'autres membres de sa commune agricole, De a pu créer la *Tu Luc Transport Cooperative* en 1996. Actuellement, cette coopérative compte 107

membres et a réalisé un chiffre d'affaires de 26 milliards de VND en 2005.

Les autorités locales ont reconnu le succès de De dans les activités coopératives et il a même reçu le prix Thanh Giong le 13 octobre, en même temps que d'autres hommes d'affaires de son pays.

Extrait de Viet Nam News, 07 Novembre, 2006

Les Amériques



Carlos Palacino

“...la structure coopérative est la plus affectée en cas de crise et la coopérative nécessite une capitalisation immédiate ...”

“..Ce résultat est le fruit des efforts conjoints des... gouvernements d'Espagne, de Costa Rica et de Mexico .

Séminaire sur la constitution du capital social des coopératives et le rôle des membres

Un séminaire sur la constitution du capital social des coopératives et le rôle des membres a été organisé par la Fédération Coopérative de la République d'Argentine (COOPERAR) et ACI Région Amérique.

Dans son mot de bienvenue, Juan Carlos Fissoré a dit que COOPERAR de concert avec CONINAGRO a manifesté un fort engagement à l'endroit du coopérativisme américain. Carlos Palacino de l'ACI Amérique a reconnu le rôle soutenu de COOPERAR dans l'organisation de manifestations coopératives de dimension internationale.

Parlant de la constitution du capital social des coopératives, Palacino a dit ceci: “je pense que c'est l'un des domaines où les organisations coopératives éprouvent des difficultés”. La structure coopérative est la

plus affectée en cas de crise et la coopérative nécessite une capitalisation immédiate, une tâche qui s'avère quasi impossible, a-t-il ajouté. Rubén Emilio Zeida (COOPERAR), Minor Sandoval (COOPEMEX - Costa Rica) et Imperial Ramon (Caja Popular Mexicana-Mexico) ont eu l'occasion de faire des communications à ce séminaire.

Des discussions ont découlé plusieurs conclusions. Il est ressorti que les entreprises coopératives ont besoin d'un surplus de capitaux en vue d'une viabilité financière à long terme et de faire face aux vicissitudes habituelles de l'économie. Les membres doivent s'impliquer pleinement dans le développement des activités coopératives et celui de leurs dirigeants au moyen d'une meilleure communication et d'une meilleure intégration de l'ensemble des membres.

De la sorte, les membres pourront faire montre d'un engagement aux objectifs et aspirations à long terme des activités de leur coopérative.

La demande croissante pour les nouveaux services et la nécessité d'ajouter de la valeur aux activités développées par les structures coopératives exigent de celles-ci de rechercher des actions dans les mêmes conditions que celles offertes par le marché. Pour ce faire, il faut élaborer des outils financiers conformes aux principes de coopération et garantissant sécurité et rentabilité afin de recouvrer des capitaux dans des conditions similaires aux options offertes par le marché des capitaux.

Le caractère variable du capital constitue une des principales caractéristiques des coopératives. Cependant, dans le cadre de certains projets d'investissement, cela pourrait entraîner une faiblesse lors de la prise de décision stratégique.

Uruguay – les Chefs d'Etat reconnaissent le rôle des coopératives et des organisations lors du sommet sur l'économie sociale en Amérique Latine - Novembre 3-5

Le rôle des coopératives et des organisations dans l'économie sociale a été formellement reconnu lors de la clôture du dernier sommet de l'Amérique Latine tenu à Montevideo du 3 au 5 novembre.

Au paragraphe 36 il est stipulé ceci: « nous reconnaissons le rôle fondamental, dans le cadre du développement

intégral de nos nations, des coopératives et autres organisations de l'économie sociale dont les principes de productivité, de compétitivité, de complémentarité, de solidarité et surtout de responsabilité sociale renforcent le caractère participatif de nos démocraties, entraînent la création d'emplois, soutiennent la lutte contre la pauvreté et encouragent l'intégration et la cohésion sociale – en particulier celle

des femmes, des jeunes, des adultes et des handicapés, créant ainsi les conditions du développement ».

Ce résultat est le fruit des efforts conjoints de RIBES, en particulier des gouvernements d'Espagne, de Costa Rica et de Mexico avec l'appui officiel du Conseil d'Administration de l'ACI Région Amérique.

Pour en savoir davantage sur toute la gamme des activités en cours dans la région, prière visiter le site web suivant: www.aciamericas.coop/spip/

Analyse du *Democracy Principle (le principe de la démocratie)* écrit par David Griffiths

Publications

Le principe démocratique: les coopératives de producteurs australiens du vingtième siècle constituent un exploit particulièrement impressionnant selon l'historien australien des coopératives Gary Lewis.

En grande partie, l'oeuvre a été financée par Lewis sur fonds propres. « L'oeuvre a été rédigée sans un appui institutionnel tertiaire ». C'est grâce à des emplois périodiques et des missions de consultation que l'auteur a pu poursuivre et terminer la rédaction de son oeuvre.

Certes, l'auteur a bénéficié de l'appui de quelques personnes. Cependant le *Democracy Principle* a été rédigé sans l'appui du mouvement coopératif. Lewis a dit en substance : « les requêtes d'informations incessantes adressées aux coopératives dans le cadre de l'étude n'ont produit que très peu de résultats, ce qui indique une apathie générale et une faible attention accordée à l'éducation ».

Dans la préface, le Directeur Général de l'Alliance Coopérative Internationale, Iain Macdonald, a déploré le fait que les coopératives australiennes se soient apparemment « laissées aller aux promesses vides de la démutualisation, ce qui n'offre rien de bon excepté de gros salaires pour les directeurs généraux ».

Macdonald a émis le vœu que l'oeuvre « puisse motiver l'Australie à rebrousser chemin – vers une économie coopérative vue comme un exemple d'éthique profonde et de succès commercial ».

Selon Gary Lewis, s'il existe plusieurs raisons militent en faveur de l'établissement et du développement des coopératives, le principe démocratique est véritablement la particularité des coopératives. Il défend le principe démocratique comme étant l'idéal poursuivi par les producteurs australiens, car il

est possible dans une société capitaliste de posséder et de contrôler démocratiquement une entreprise sur la base d'un vote par membre.

Le *Democracy Principle* traite d'un certain nombre de thèmes récurrents, à savoir:
 La division entre et au sein des coopératives ;
 L'incapacité et absence de volonté pour travailler ensemble suivant des objectifs communs ;
 L'inexistence prolongée d'une législation coopérative nationale ou fédérale uniforme ;
 L'inexistence d'un service de vulgarisation fédéral pour les producteurs coopératifs ;
 L'inexistence d'une banque coopérative ;
 Une voix coopérative nationale discordante, par exemple la Fédération des Coopératives Australiennes et l'Association des Coopératives Australiennes ;
 Absence d'investissement dans l'éducation et d'entretenir ainsi une conscience coopérative ;
 La suppression du principe démocratique ;
 Le rôle des responsables et des CA dans la protection ou la sape du principe démocratique.

L'oeuvre inclut un cas d'étude sur le Groupe des Producteurs Laitiers, une coopérative qui est sur le chemin de la démutualisation. Classée 242^{ème} sur la liste de l'ACI International qui comprend 300 coopératives, les archives de ce groupe contiennent les thèmes récurrents identifiés par Lewis. Cela a emmené Iain Macdonald, Directeur de l'ACI, à poser la question suivante : le Groupe de Producteurs Laitiers va-t-il continuer sur le chemin de la démutualisation et se laisser prendre au piège des promesses vides ou rebroussera-t-il chemin – vers une économie coopérative vue comme un exemple d'éthique profonde et succès commercial ?

C'est une histoire importante à plusieurs titres. D'abord, très peu d'histoires d'ordre général sont publiées sur le mouvement coopératif australien ; et

Gary Lewis, est le premier à avoir

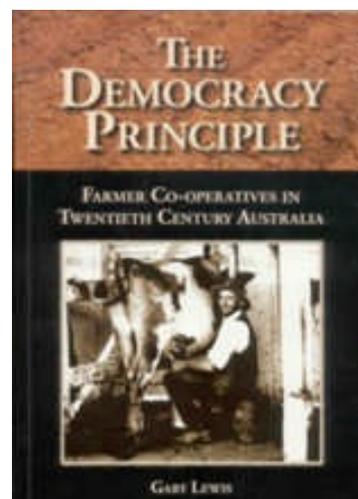
porté à la connaissance du grand public, l'expérience d'une coopérative de producteurs australiens – rendant ainsi accessible une histoire et une expérience qui autrement ne l'auraient pas été.

Troisièmement, il ne s'agit pas seulement d'une histoire de faits. Contrairement à la majorité des publications d'histoires de coopératives australiennes qui ne sont rien d'autre qu'un alignement de dates, Lewis s'inspire de ces faits pour expliquer événements et développements sans pour autant s'ingérer dans ces faits. Enfin Lewis a considérablement augmenté notre somme de connaissances sur le développement des coopératives en Australie, en particulier le grand nombre de producteurs coopératifs, l'impact et la menace, tant interne qu'externe, de la démutualisation sur ces coopératives.

Le *Democracy Principle* est à lire absolument par les coopérateurs. Même si le centre d'intérêt se trouve être les coopératives de producteurs, les leçons qui en découlent s'appliquent à toute autre coopérative. Les formulaires de commande sont disponibles [ici](#).



Gary Lewis



Interview du mois

Le représentant des jeunes au CA de l'ACI, Juan Carlos Mejia Cuartas, s'exprime

Imprégné par un esprit de partage et de collectivité, Juan Carlos Mejia Cuartas vit dans l'identité coopérative depuis son enfance. Dans l'interview du mois, le Délégué des Jeunes de l'ACI au CA de l'ACI fait une description de son travail avec les jeunes coopérateurs à travers le monde.

Digest: Comment êtes vous entré dans le mouvement coopératif?

JCM: Je suis né à Bogota en Colombie mais j'ai grandi à Medellin, une ville en province. Je suis issu d'une grande famille et j'ai grandi aux côtés de mes tantes, oncles, grands-parents et cousins. Le partage et la collectivité ont toujours été une constante dans ma vie depuis mon jeune âge. Ma mère, en particulier, m'inspire beaucoup. Elle a toujours pris part aux activités communautaires, pas seulement en tant qu'enseignante, mais également du fait de ses relations avec ses collègues et de tous les mouvements dans lesquels elle s'est impliquée, et où elle m'emmenait avec elle tout le temps.

Je me suis lancé dans les coopératives depuis mon enfance et ma coopérative organisait des programmes de divertissement au profit des enfants de ses membres. On a appris à s'identifier à notre coopérative à travers les camps de vacances, les

ateliers, les courses et les autres activités qui visaient à éveiller en nous un meilleur sentiment de citoyen.

Nous avons poursuivi les activités même après avoir grandi. Je faisais partie d'un groupe qui appuyait des activités promotionnelles au sein de la coopérative. Certains d'entre nous se sont impliqués dans un programme de formation sur le leadership.

Je me suis toujours senti la passion d'échanger avec des gens d'autres cultures venant de mon pays comme d'ailleurs. Avant ma naissance, ma mère avait voyagé dans le sud de l'Amérique et je me souviens lui avoir demandé de me raconter tous les beaux endroits qu'elle avait visités. Cet intérêt m'a emmené à faire des études en commerce international, ce qui pour moi était plus ou moins une nouvelle carrière, à l'université EAFIT de Medellin.

Vers la fin de ma formation, je suis retourné travailler avec les coopératives. Je faisais partie d'un projet de recherche qui aidait un groupe de paysans femmes à développer une affaire. C'était un projet très ambitieux et bien conçu point de vue rentabilité et technologique ; mais j'ai appris que de tels projets ne seront pas viables dans le long terme tant que la trame sociale restera faible pour porter les autres types d'initiatives. L'affaire a été un échec, mais le projet m'a permis de comprendre des aspects importants des activités coopératives.

Après l'obtention de mon diplôme, j'ai été recruté par mon ancienne coopérative comme coordinateur de projets spéciaux,

pour travailler avec les jeunes. C'était un nouveau rôle pour moi. De concert avec d'autres leaders de coopératives et avec l'appui institutionnel de certaines coopératives locales et internationales, nous avons associé nos efforts pour former le Réseau Colombien des Jeunes. Un processus qui nous permet d'apprendre en agissant – parfois dans l'erreur parfois dans le bon sens – mais toujours avec un gain d'expériences.

Avec le temps, nous sommes devenus plus confiants dans les projets que nous gérons. Nous sommes demeurés engagés et travaillons toujours à consolider le mouvement coopératif à travers l'implication des jeunes.

Digest: en quoi consiste votre travail actuel dans le mouvement coopératif ??

JCM: Pour l'instant, je travaille à l'université de Antioquia de Medellin en Colombie. Je me suis dit que si je dois vraiment contribuer au mouvement coopératif, cela devrait se faire dans un espace neutre où je pourrais avoir un contact avec les jeunes, et je pense qu'il n'y a pas meilleur espace que l'université.

Je fais partie d'un programme qui vise à créer de nouvelles écoles pour la transition générationnelle. J'ai appris une chose, c'est que des réseaux ne peuvent exister sans un travail de base. Il est nécessaire d'identifier les liens qui constituent le fondement du réseau et si ceux-ci n'existent pas, il faut commencer par les établir.



Juan Carlos Mejia
Cuartas

“Ma mère, en particulier, m'inspire beaucoup. Elle a toujours pris part aux activités communautaires.....”

Juan Carlos Mejia Cuartas

Entretien avec Juan Carlos Mejia Cuartas ...suite

Interview du mois

Dans l'optique de concevoir un modèle visant à impliquer un plus grand nombre de jeunes dans les coopératives, je travaille avec d'autres jeunes leaders de coopératives ainsi que des étudiants à cerner l'expé-

quelqu'un représente un groupe ou des intérêts spécifique(s) tous les points de vue doivent converger afin de forger une vision commune qui permettra à l'ACI d'aller de l'avant. Je sers également de

projet avec les jeunes mexicains.

Il y a beaucoup à faire, mais le manque de ressources – à savoir l'argent, les ressources humaines et le



rience des jeunes dans le milieu des coopératives colombiennes. Si tout va bien le modèle sera prêt au plus tard en janvier 2008.

Nous allons également entreprendre des recherches sur les coopératives pilotes afin d'identifier les facteurs clés de la formation des coopératives pour les jeunes. Cependant c'est un long processus qui va s'étaler sur environ cinq ans.

Nous croyons fermement que la systématisation des expériences contribue au développement de la forme coopérative, non pas seulement sur le plan de la durabilité mais également pour la promotion des coopératives en tant que structures alternatives de développement d'activités rentables centrées sur l'inclusion sociale.

Digest: En quoi consiste votre poste de représentant des jeunes au CA de l'ACI?

JCM: En tant que membre du CA, je m'efforce d'apporter ma contribution dans tous les débats, même ceux qui n'ont pas de rapport direct avec la jeunesse. Je pense que même si

passerelle entre les personnes membres du groupe dénommé « Jeunesse ACI », d'une part, et les membres du CA et le personnel de l'ACI, d'autre part. Cela se fait à travers les réunions du CA et les manifestations régionales et internationales tel que Global Forum où j'ai été invité à m'exprimer sur les coopératives comme moyen de responsabilisation de la jeunesse.

La mise en réseau est une autre facette de mon rôle. J'identifie les expériences des coopérateurs à travers le monde, c'est-à-dire en savoir sur leurs activités et leurs besoins et ensuite les mettre en contact avec ceux ayant des expériences complémentaires et similaires afin d'échanger et de grandir. C'est un rôle qui m'apporte beaucoup de satisfaction.

Jusque là, j'ai contribué à établir des liens entre le Nigeria et les USA, entre l'Indonésie et le Japon et à tisser des liens entre les organisations coopératives de jeunes en Argentine. Par ailleurs, je travaille sur un

temps – constitue des contraintes énormes. L'Europe est une région à développer au même titre que l'Afrique.

Digest: quels sont les principaux défis du mouvement coopératif à travers le monde??

JCM: A mon avis, il existe trois défis principaux. Le premier est lié à la **visibilité**. L'existence des coopératives doit être portée à la connaissance des gens, et le public doit savoir ce que sont réellement les coopératives – ce qu'elles signifient, leur structuration et les services offerts aux membres.

Le deuxième défi est lié à la **cohérence**. Les coopératives doivent agir selon la philosophie coopérative afin de rester engagées aux valeurs de base qui leur sont chères, en dépit des approches individuelles qu'elles peuvent avoir.

Troisièmement, le mouve-

A la dernière conférence régionale des jeunes des Amériques de Lima, Peru.

A mon avis, il existe trois principaux défis:

*La visibilité
La cohérence
L'articulation*

Juan Carlos Mejia Cuartas

Interview du mois

Entretien avec Juan Carlos Mejia Cuartas ...suite

ment coopératif a besoin d'être **articulé**. Les coopératives ont besoin d'échanger plus entre elles et d'apprendre à travailler ensemble, au lieu de dupliquer leurs efforts. J'appelle cela le synergisme,



Juan Carlos Mejia Cuartas en collaboration avec Jo Bibby-Scullion, le premier représentant de la Jeunesse de l'ACI au Conseil d'Administration de l'ACI, lors de l'Assemblée Générale 2005 tenue en Colombie.

«Les responsables qui ont investi dans la jeunesse ont enregistré une augmentation du nombre des membres et du volume de leurs affaires »

ce qui permettra d'accroître l'impact.

Digest: Selon vous, que doit faire le mouvement coopératif pour impliquer davantage les jeunes?

JCM: Tout d'abord, les coopératives doivent comprendre que travailler avec des jeunes enfants dépasse leurs obligations sociales. C'est un mouvement stratégique en vue de renforcer non seulement l'existence de l'entreprise coopérative, mais aussi leur identité. Les responsables qui se sont investis dans la jeunesse ont enregistré une augmentation du nombre de leurs membres et du volume de leurs activités, sous oublier la fidélité et l'engagement des membres vis-à-vis des coopératives.

Les responsables et le CA doivent définir des directives claires en matière de travail des jeunes, au lieu de faire semblant. Ce travail doit être effectué avec de bonnes dispositions d'esprit, en procé-

dant par des stratégies et des objectifs bien clairs sur la manière dont il doit être effectué.

Un dernier point est que les responsables et le CA doivent travailler en étroite collaboration avec les jeunes. Ceci pour dire qu'en plus de la définition des directives et la nomination du personnel ainsi que l'allocation des ressources, ils doivent interagir avec les jeunes afin qu'ils puissent apprendre d'eux et vice-versa.

Digest: Pourquoi il est important pour le mouvement coopératif que les jeunes s'y impliquent?

JCM: La pérennité. Une vision à long terme. Le marketing futur!! Vous le dites. Les coopératives peuvent fonctionner comme des entreprises, mais je ne suis pas sûr quant à la pérennité de la nature de l'entreprise. Par définition, les membres d'une coopérative se réunissent et décident de l'avenir de la coopérative sans connaître les implications des décisions qu'ils prennent, juste parce qu'ils n'ont jamais été impliqués dans la coopérative.

Aussi, si les membres ne comprennent pas et ne sont pas à même d'identifier ce que les coopératives offrent de différent par rapport aux autres entreprises, ils visiteront des boutiques, emprunteront de l'argent, travailleront avec, et monteront tout autre type d'entreprises qui satisfont leurs besoins élémentaires.

Digest: En fin, pouvez-vous donner quelques exemples de coopératives de jeunes que vous connaissez ou auxquelles vous avez pris part?

JCM: J'ai vu des exemples très intéressants, dans mon pays et à l'étranger. Selon mon expérience propre, les coopératives universitaires au Canada et au Japon sont de beaux exemples d'inclusion, d'innovation, de représentation d'intérêts, et de rentabilité pour les jeunes.

Je peux mentionner également la "Co-operative Youth Network" en Argentine, composée de fils et filles de paysans qui s'unissent pour résoudre les problèmes auxquels l'agriculture fait face dans leur région. Le réseau à travailler à intégrer des expériences similaires au Paraguay et en Uruguay.

En Colombie, il existe d'autres exemples intéressants dans différents domaines: Groupements de jeunes, réseaux de jeunes, et programmes scolaires qui enseignent aux jeunes la philosophie de la coopérative afin de développer en eux des valeurs tels que la discipline, la prévoyance, l'auto-engagement, la démocratie et le leadership.

Dr. Ian Macpherson et son équipe ont réuni beaucoup d'exemples sur l'expérience des jeunes en matière de coopérative à travers le monde. La "Youth Reinventing the Cooperative" a été lancé en anglais lors de la dernière Assemblée Générale tenue à Cartagena. Une version en espagnole a été lancée lors de la dernière réunion des experts sur les coopératives tenue à Rosario, en Argentine.

En Inde, il existe des coopératives d'agents de livraison, et cela constitue un exercice en matière d'entrepreneuriat. Il organise également des concours d'écriture sur les coopératives, ce qui permet de renforcer la réflexion sur leur développement. Je suis sûr qu'il existe plusieurs autres exemples qui restent jusque là inconnus et qui sont à découvrir !

Ibnoe Soedjono – Un mentor digne de confiance, un fidèle ami et le gardien de l'idéal des coopératives en Indonésie.

Nécrologie

Ibnoe Soedjono, un coopérateur indonésien bien connu nous a quitté le 1^{er} novembre 2006.

Robby Tulus, ancien Directeur Régional Asie- Pacifique de l'ACI et ami de longue date d'Ibnoe Soedjono fait une réflexion sur sa contribution pour les coopératives.

Un ami et un mentor de confiance

“J’ai rencontré Pak Ibnoe pour la première fois en décembre 1968 dans son bureau; il était alors Directeur Général des Coopératives au Ministère de la Transmigration, du Travail et des Coopératives.

Loin des habitudes bureaucratiques de bon nombre des cadres de son rang, Pak Ibnoe n’a pas eu besoin de formalités rigoureuses quant à notre volonté de promouvoir les groupements de crédits en Indonésie. Au contraire, il a discuté des mérites et de la pertinence de la création des groupements de crédit en rapport avec les Coopératives d’Épargne et de Crédit qui étaient déjà bien en place en Indonésie.

De manière fort intéressée, Pak Ibnoe n’a pas évoqué la question sur des bases purement juridiques ou des considérations stratégiques, mais il a plutôt cherché à connaître premièrement les raisons et les mérites de l’organisation des groupements de crédits en Indonésie. Finalement, il nous a prodigué ses encouragements à poursuivre, mais avec une mise en garde bien ferme « je vous donnerai une période d’essai de 5 ans pour prouver que les groupements de crédits sont viables et peuvent aider les populations pauvres en Indonésie ».

Pak Ibnoe, en fervent croyant

des bons principes et pratiques coopératifs, s’est montré à première vue, comme un “coopérateur” et non un simple “Cadre de Coopérative”. Il a mené une vie très simple, en dépit des rangs importants qu’il a occupés dans les différents ministères en Indonésie suite à son poste de responsable de coopératives.

Malgré tous ces postes de haut niveau, il est resté attaché aux idéaux des coopératives pour jouer la carte de l’honnêteté, de la responsabilité, et de la transparence tout au long du parcours. Pour bien le confirmer, il a créé l’Institut des Etudes des Coopératives et de Développement de l’Indonésie (bien connu sous le nom de LSP2I) sans financement extérieur, à une période où le mouvement coopératif traversait une crise de leadership en Indonésie, qui était véritablement une crise de son existence au milieu des années 1990.

Lorsque le Tsunami a envahi Aceh le 26 décembre 2004, Pak Ibnoe et moi nous nous sommes retrouvés le 28 décembre à Jakarta pour discuter sérieusement de l’apport que les coopératives pouvaient apporter aux victimes du tremblement de terre et du Tsunami. Nos discussions m’ont conduit à écrire un essai publié par le Digest de l’ACI n° 33 du 10 janvier 2005.

Depuis lors, Pak Ibnoe n’a plus fait marche arrière et a consacré tout son temps et tous ses efforts pour aider,

d’une manière ou d’une autre, les victimes du Tsunami et du tremblement de terre à Aceh et Nias. Il a fait preuve d’une énergie remarquable, par ses va-et-vient entre Aceh et Nias et ses visites du site du projet en dépit de son âge qui avoisinait les quatre-vingts ans. Au début de cette année, nous avons visité ensemble un certain nombre de sites de projet partout à Aceh Besar et Pidie en compagnie de Jan-Eirik Imbsen et Hanafiah.

De toute la famille de Pak Ibnoe, il ne reste que sa petite fille – Saskia – sa femme et son fils bien aimés l’ayant précédé. Nous parions beaucoup sur Pak Ibnoe : notre cerveau, notre éducateur, notre motivateur, notre praticien qui a su garder les idéaux coopératifs solides et



Ibnoe Soedjono avec Jan-Eirik Imbsen, M. Hanafiah et Robby Tulus à Aceh au début de cette année

constants et l’esprit coopératif vivant et implanté en Indonésie. Espérons que la jeune génération fera sien ce riche héritage ».

ALLIANCE
COOPERATIVE
INTERNATIONALE

ACI
15 Route des Morillons
1218 Grand Saconnex
Genève, Suisse
Tel +41 22 929 8888
Fax +41 22 798 4122

www.ica.coop

[Cliquer ici pour d'autres activités de l'ACI prévues pour 2006 et d'autres événements relatifs](#)

Les anciens numéros du Digest de l'ACI sont archivés sur le site web de www.ica.coop

Calendrier 2006 des activités de l'ACI et des activités relatives aux coopératives

2007

- 88-9 fév** Conférence internationale des coopératives sur le logement. Thème: Désastres et Calamités : le rôle des coopératives, à Kuala Lumpur en Malaisie voir www.nchfindia.net
- 22-24 mai** Réunion internationale du CA des organisations coopératives de santé (IHCO) à Stockholm, en Suède. Contact: direccion@fundacionespriu.coop
- 28 mai - 1er juin** Rencontre de l'ACI sur la recherche à Saskatoon au Canada. Congrès sur les sciences humaines et sociales. voir www.usaskstudies.coop appel à communications (pdf)
- 29 juil - 1er août** Conférence de l'Union Mondiale des Coopératives de Crédit à Calgarie au Canada. Pour plus d'informations, prière visiter: <http://www.woccu.org/calgary07>
- 24-29 sept.** Congrès Mondial ICMI à Bruxelles en Belgique. Contact: Shaun Tarbuck, shaun@ICMIF.org
- 13-19 oct.** Assemblée générale de l'ACI à Singapour. voir www.icasingapore.coop/
- 22-24 oct.** 1ère conférence mondiale de recherche de la CIRIEC sur l'économie sociale à Victoria en Colombie-Britannique.

Salutations de fin d'année 2006 de Iain Macdonald



Pour moi, l'année 2006 a permis de traiter des questions internes telles que la décentralisation et la restructuration. A n'en point douter, ces questions sont importantes et elles auront une répercussion sur la conduite de nos activités à l'avenir. Cependant, j'ai toujours eu le sentiment que le mouvement coopératif s'appesantit trop sur la bureaucratie et certainement au détriment des activités! Je suis donc ravi de voir que nos plans régionaux et mondiaux pour l'année à venir mettent l'accent sur les services au profit des membres et sur une intensification des activités – je pense que le CA fait également bon accueil à cette innovation.

L'année 2006 a également vu le démarrage, tant attendu, du processus de planification stratégique qui va jusqu'en 2010. Cela fera l'objet d'un débat au cours de notre assemblée générale prévue pour octobre à Singapour. Cette manifestation, dont le thème est *Innovation dans les activités coopératives* paraît très intéressante et la grande partie de notre travail l'année prochaine cherchera à en faire un succès.

2006 a certainement servi au lancement de nos 300 projets à Lyon en France. Ce lancement a bénéficié d'une bonne couverture médiatique et à mon avis, ce n'est que le commencement. Bien d'autres activités seront mises en œuvre en 2007 pour parfaire et développer notre activité initiale; notre classement approximatif de 10^{ème} économie mondiale est peut être trop modeste ! A mon avis, il est grand temps qu'on prouve une fois pour toute que l'entreprise coopérative constitue une part considérable de l'économie mondiale, une chose qui est connue mais que les organisations internationales et les gouvernements semblent avoir oubliée. Eh bien ! Plus jamais!

Je vous souhaite tous mes voeux les meilleurs pour l'année nouvelle ! Puisse 2007 être une année paisible et coopérative !

Iain Macdonald